

le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

«programme communiste»
Revue théorique en français
«il comunista»
Journal bimestriel en italien
«el programa comunista»
Revue théorique en espagnol
«El proletario», Journal en espagnol
«Proletarian», bulletin en anglais

Journal bimestriel
N° 513
Octobre - Novembre 2014
51^e année - 1 €, 3 CHF, £1,5, 60 DA,
0,5 DT, 20 DH, 500 F CFA, 1,5 \$ CA

DANS CE NUMERO

- Ukraine: L'intoxication nationaliste n'a pas empêché les mineurs de faire grève contre la guerre. Un premier pas sur le long chemin de la reprise de classe!
- A bas la guerre impérialiste en Irak et en Syrie!
- Ferguson, USA. Un épisode de la guerre entre les classes
- Une victoire du trotskisme municipal à Seattle
- Non à l'expulsion du militant iranien Saïd Niroumand!

Meurtre policier à Sivens

La mort du militant écologique Rémi Fraisse, tué par une grenade offensive «non létale» de la police qui lui a arraché une partie de la colonne vertébrale et de la moelle épinière, n'était pas une bavure selon le ministre de l'intérieur: c'était donc un **meurtre**.

Le premier ministre a affirmé au parlement, sous les applaudissements unanimes des députés du PS et de la droite, qu'il n'accepterait pas «une mise en cause des policiers et des gendarmes, qui comptent de nombreux blessés dans leur rang». Le meurtre policier était ainsi validé par Valls, en quelque sorte comme une action légitime au cours d'une bataille: le gouvernement a donc endossé la **responsabilité du meurtre**.

Selon le site Médiapart, il y a eu «mensonge d'Etat», car pendant 2 jours les autorités ont tenté de brouiller les pistes et fait semblant d'ignorer ce qui s'était passé: on parlait alors d'un «manifestant trouvé mort». En fait elles ont été immédiatement mises au courant de ce qui s'était passé et de la responsabilité d'un gendarme.

Nous n'entrerons pas dans la discussion de savoir si les grenades offensives (23 ont été tirées selon cette nuit là, selon le patron des gendarmes) ont été utilisées conformément au règlement par les gendarmes; selon le syndicat policier Sud-Intérieur «Lancer une grenade offensive sur des civils n'est pas un acte de policier ou de gendarme. C'est un travail de tueur. Ceux qui prétendent le contraire confondent l'administration et la mafia» (1). Et d'ailleurs, après avoir répété que les grenades offensives étaient quasiment inoffensives, le ministère de l'intérieur a finalement décidé d'interdire leur utilisation...

Le meurtre de Rémi Fraisse a provoqué une vague d'indignation qui s'est traduite par des mouvements spontanés de grèves et de blocages dans les lycées; elle s'est traduite aussi par l'organisation dans différents villes de manifestations de protestation contre la violence policière.

Le gouvernement a répondu en interdisant des manifestations dans certaines villes (Paris, Toulouse, Rennes...) et en les réprimant avec la sauvagerie policière coutumière: démonstration encore une fois que la violence des gendarmes à Sivens n'était pas une bavure, mais s'inscrivait dans une poli-

(Suite en page 3)

Mobilisation pro-impérialiste autour du Kurdistan

Depuis des semaines, le sort des Kurdes syriens est devenu l'une des justifications les plus importantes de l'intervention impérialiste sous hégémonie américaine en cours dans la région; les médias internationaux ont focalisé l'attention autour du Kurdistan syrien (*Kurdistan Rojava*, Kurdistan de l'Ouest, en kurde) et de la ville de Kobané attaqués par les forces du groupe intitulé «l'Etat Islamique» (plus connu sous les appellations anglaises ou arabes: ISIS ou Daech).

Le Kurdistan Syrien, composé de 3 zones frontalières avec la Turquie, dont celle de Kobané, comprend 2 millions d'habitants environ (soit en gros un dixième de la population totale de la Syrie); mais plusieurs centaines de milliers de Kurdes vivaient et travaillaient dans les grandes villes syriennes, notamment à Alep et à Damas.

En s'attaquant à Kobané, ISIS veut sans doute unifier les territoires qu'il domine; mais surtout il veut s'assurer du contrôle de la frontière avec la Turquie, la ville étant une voie de transit vitale pour le pétrole de Rakka, capitale provinciale sur lequel il a mis la main en chassant le Front Al Nosra. Les différentes factions rebelles ne luttent en effet pas seulement contre le régime de Damas; elles luttent aussi entre elles pour se tailler des fiefs qu'elles administrent au profit de leurs commanditaires. La force d'ISIS tient à ce qu'il a réussi, y compris mais pas uniquement, par la violence la plus brutale, à fédérer autour de lui plus d'intérêts bourgeois que ses rivaux.

Outre les déclarations de responsables onusiens et de dirigeants politiques bourgeois en faveur des Kurdes de Kobané, les appels des traditionnelles personnalités démocrates (en France citons les inévitables Kouchner et Bernard-Henri Lévy), outre la mobilisation internationale du PKK (Parti des Travailleurs Kurdes) et de ses alliés ainsi que d'autres groupes

kurdes, on a assisté également dans de nombreux pays à la participation active de forces d'extrême-gauche, au nom de la lutte contre l'obscurantisme d'ISIS et de l'urgence à éviter un «massacre» de civils à Kobané. Cette implication de l'«extrême-gauche» prétendument révolutionnaire ne sert, en définitive, qu'à cautionner l'intervention impérialiste aux yeux des prolétaires indignés par les actions perpétrées par les Islamistes d'ISIS

Citons, à titre d'exemple, des extraits d'un tract d'une organisation libertaire active dans cette campagne, l'OCL, qui «expliquait» sa position (nous avertissons que le lecteur que le raisonnement est plutôt alambiqué):

«Si nous appelons à mobiliser et à amplifier la solidarité avec la résistance de Kobané et plus généralement avec la lutte du peuple kurde, c'est d'abord parce qu'il y a urgence et que chaque jour, chaque heure compte. Et si cette urgence nous concerne, c'est parce que le mouvement de libération du Kurdistan – avec ses caractéristiques plutôt positives et d'autres plus discutables et critiquables – nous apparaît aujourd'hui, dans cette région du monde, comme la principale force susceptible non seulement de contrecarrer la double barbarie des islamistes et des régimes en place, mais aussi d'introduire dans les zones kurdes et bien au-delà, suffisamment d'éléments de transformation et de rupture à partir

desquels il devient au moins possible – et pensable – de postuler des formes d'égalité, d'ouvrir des espaces politiques autonomes [?] d'appropriation du commun[?], et d'avancer des perspectives intelligibles et audibles de libération sociale et politique. C'est là une condition non suffisante mais nécessaire pour faire reculer les barbaries à l'oeuvre, pour rendre de nouveau l'air respirable et ce monde habitable ici aussi» (1).

Ce qui n'est pas audible dans le tract de l'OCL fustigeant «les dictatures de Damas et Bagdad», «les djihadistes» et «les pétromonarchies», c'est une **dénonciation ouverte** de l'impérialisme, américain et français. Une telle dénonciation serait difficile alors que le tract critique essentiellement le manque d'efficacité des bombardements américains (jugés «dérisoires» par les experts militaires de l'OCL), et se contente de dire que la coalition impérialiste «prétend combattre pour éliminer les djihadistes», autrement dit ne combat pas vraiment! Il est vrai que si nous nous trouvons en présence d'une lutte contre la «barbarie» (George Bush aurait dit: contre «l'empire du mal»), on peut bien souhaiter la victoire de la civilisation des missiles de croisière et des chasseurs-bombardiers!

L'OCL a donc sans doute été satisfaite de l'intensification sans cesse croissante de l'intervention américaine au fil des jours.

C'est en tout cas l'avis des trotskystes du NPA de Toulouse; dans leur communiqué du 19/10 intitulé «Soutien total et inconditionnel aux combattantes et combattants de la liberté [!] de Kobané» (2) ils n'hésitent pas à écrire:

(Suite en page 2)

Petit dictionnaire des clous révisionnistes Activisme (2)

Battaglia Comunista n°7 (13^e année, 4-17 avril 1952)

Il faut insister sur ce thème (1). Tout comme certaines infections sanguines qui provoquent toute une série de maladies, y compris menant à l'asile d'aliénés, l'activisme est une maladie du mouvement ouvrier qui requiert un traitement permanent.

L'activiste prétend toujours avoir une connaissance parfaite des circonstances de la lutte politique et être «à la hauteur de la situation»; mais, exagérant énormément les potentialités des facteurs **subjectifs** de la lutte de classe, il est en réalité incapable de faire une analyse réaliste des rapports de forces. Il est donc naturel que les **malades** de l'activisme réagissent aux critiques en accusant leurs adversaires de sous-évaluer les facteurs subjectifs et de réduire le déterminisme historique à un mécanisme automatique, ce qui est l'argument classique de la critique bourgeoise du marxisme.

C'est pourquoi nous avons dit au point 2 de la partie IV des «Bases pour l'organisation»: «Selon la juste acception du déterminisme historique, il faut considérer que, alors que le développement du mode de production capitaliste dans chaque pays et sa diffusion sur toute la terre se poursuit sans trêve ou presque sur les plans techniques, économiques et sociaux, les forces

respectives des classes en conflit dépendent au contraire des vicissitudes de la lutte historique générale, des batailles perdues ou gagnées et des erreurs de méthode stratégique» (2).

Cela revient à dire que selon nous la reprise du mouvement ouvrier révolutionnaire ne coïncide pas **uniquement** avec les poussées engendrées par les contradictions du développement économique et matériel de la société bourgeoise; cette dernière peut connaître des crises très graves, des contrastes violents, des effondrements politiques, sans que pour autant le mouvement ouvrier se radicalise sur des positions extrêmes, révolutionnaires. **Autrement dit, il n'existe pas d'automatisme dans les rapports entre économie capitaliste et parti prolétarien révolutionnaire.**

Il peut arriver, comme c'est le cas aujourd'hui, que le monde économique et social bourgeois subisse des secousses formidables, donnant lieu à de violents affrontements, sans que le parti ait la possibilité d'élargir son activité, sans que les masses plongées dans l'exploitation la plus atroce et dans des tueries fratricides, réussissent à démasquer les agents opportunistes qui lient leur sort aux querelles impérialistes, sans

que la contre-révolution relâche son étreinte de fer sur la classe dominée, sur la masse des non-possédants.

Dire: «Il existe une situation **objective** révolutionnaire, mais il manque le facteur **subjectif** de la lutte de classe, le **parti révolutionnaire**», c'est faire erreur **sur toutes les étapes du processus historique**, c'est se proferer un pur non sens, une absurdité grossière. C'est le contraire qui est vrai: dans n'importe quelles circonstances, même les plus périlleuses pour la domination bourgeoise, même quand l'appareil d'Etat, la hiérarchie sociale, l'ordre politique bourgeois, les syndicats, les moyens de propagande, bref quand tout semble sur le point de s'effondrer, la situation ne peut devenir révolutionnaire, mais elle deviendra même à tous les effets contre-révolutionnaire, si le parti révolutionnaire de classe fait défaut, s'il est mal formé, s'il est hésitant sur le plan théorique.

Une situation de crise profonde de la société bourgeoise est susceptible de déboucher sur un mouvement de renversement révolutionnaire quand «les classes supérieures ne peuvent plus, et les classes inférieures

(Suite en page 7)

Mobilisation pro-impérialiste autour du Kurdistan

(Suite de la page 1)

«*Le NPA salue l'efficacité des frappes de l'US Air Force de ces 4 derniers jours*». Et, saluant aussi «*la décision de l'état-major US d'intégrer un commandant des YPG [milices kurdes liées au PKK] à son QG des frappes aériennes*» et se félicitant par avance d'une «*remontée des bretelles de la Turquie à [une réunion de] l'Otan*», le NPA toulousain «*dénonce la veulerie et l'hypocrisie du gouvernement Valls et de François Hollande et de l'Union Européenne*» qui resteraient spectateurs des événements!

A notre connaissance la direction du NPA n'a pas claironné publiquement des positions aussi clairement pro-impérialistes; mais elle a signé avec des organisations pro-kurdes et les sociaux-impérialistes du PCF et cie, une lettre pour demander à Hollande le soutien militaire de l'impérialisme français aux combattants de Kobané – ce qui revient au même. On peut lire dans cette lettre: «*Notre pays [sic!] s'est engagé aux côtés des Irakiens et des Kurdes pour mettre un terme à l'emprise des djihadistes sur cette partie du monde, et c'est une bonne chose*» (3). Le NPA est ainsi passé en quelques semaines de la condamnation de l'intervention impérialiste française à son approbation! Ces prises de position sont la conséquence logique de l'engagement dans la campagne de mobilisation impérialiste qui était manifeste dès le mois d'août avec un communiqué «*exigeant*» – de qui sinon de l'impérialisme? – la fourniture d'armes «*à toutes les forces qui combattent le confessionnalisme*» (4) donc y compris même aux forces bourgeoises réactionnaires pourvu qu'elles combattent ISIS! Peu après les divers grands Etats impérialistes occidentaux accédaient aux «*exigences*» du NPA...

VOUS VOULEZ LA DÉMOCRATIE AU MOYEN-ORIENT? FAITES APPEL À L'IMPÉRIALISME!

Une journée «mondiale» de solidarité avec Kobané a été organisée le premier novembre. Dans l'appel officiel à cette journée, il était dit: «*Si le monde veut la démocratie au Moyen-Orient, il doit soutenir la résistance kurde à Kobané*» (5). Qui c'est «le monde»? L'appel, un peu plus bas, parlait de façon plus précise d'«*acteurs mondiaux*»: «*Il est grand temps de donner aux acteurs mondiaux des raisons de changer d'avis*». Et pour dissiper toute ambiguïté sur qui sont ces «acteurs» à qu'il faut faire changer d'avis: «*La soi-disant coalition internationale de lutte contre l'EI n'a pas apporté une aide efficace à la résistance kurde (...). Ils n'ont pas rempli les obligations qui sont les leurs en matière de droit international*».

On voit qu'il ne s'agit bel et bien d'un appel à l'impérialisme (ou d'une pression sur celui-ci) pour qu'il renforce son intervention militaire au Moyen-Orient, en reprenant les écoeurants arguments bourgeois habituels: démocratie, droit international, «*humanité*», «*prévention d'un génocide en cours*» (ne reculant devant rien, le texte parle même de «*pire génocide de l'histoire moderne*!»), etc., qui ont toujours été utilisés pour justifier les guerres.

Le droit international, ce sont les règles qui codifient les relations entre Etats bourgeois; basé sur des rapports de force, ce droit n'est jamais respecté par ceux, s'ils en ont la force, qu'il gêne, comme le prouve toute l'histoire des relations internationales.

La «démocratie», c'est le système pacifique de domination bourgeoise qui est basé sur la collaboration des classes; il est possible quand le capitalisme est suffisamment prospère pour acheter la paix sociale grâce à la corruption de larges secteurs d'«*aristocratie ouvrière*» et à la concession au reste des prolétaires de quelques avantages, qui ne sont que des miettes des masses de profits encaissés. Dans les pays où le capitalisme est

trop faible et où les tensions sociales sont très fortes en raison du besoin d'extorquer jusqu'à la dernière goutte de plus-value aux masses, la domination bourgeoise revêt inévitablement un tour brutal, violent, terroriste. Le terrorisme des Islamistes syriens n'est que le pendant du terrorisme de l'Etat et du capitalisme syriens qui s'exerce sans retenue depuis des décennies. Les crimes d'ISIS pâlisent devant les crimes du régime qui, encore aujourd'hui, tue, massacre et torture à grande échelle (c'est ainsi que près de 2000 prisonniers auraient été tués, le plus souvent torturés à mort, dans les geôles du régime depuis le début de l'année) (6).

Vouloir la «démocratie» au Moyen-Orient, autrement dit la perpétuation du capitalisme, mais sous une forme pacifique, est ou rêver les yeux ouverts, ou proférer un mensonge pour camoufler l'intervention impérialiste!

Pendant que se mobilisaient et s'agitaient les partisans des combattants kurdes, pendant qu'ils réclamaient l'envoi d'armes, qu'ils demandaient le retrait du PKK de la liste des «organisations terroristes» (liste où sont inscrits les organisations et partis qui affrontent l'impérialisme et les Etats bourgeois occidentaux), les «acteurs internationaux» sérieux, en effet, agissaient sur le terrain – et dans le sens voulu par eux!

Les bombardements américains n'ont cessé de s'accroître (plus d'une centaine à la mi-octobre), et les contacts avec le PYD (nom de l'organisation du PKK en Syrie) et les Etats-Unis ont été rendus publics. La presse internationale a révélé que de difficiles négociations secrètes avaient eu lieu ces dernières semaines, alors même que le gouvernement turc réprimait dans le sang des manifestations kurdes en soutien à Kobané (plus de 30 morts), entre la Turquie, les Etats-Unis, le PYD et les organisations kurdes d'Irak pour coordonner la défense de la ville et arriver à un accord entre factions kurdes (7).

Le PKK/PYD a obtenu, essentiellement grâce à la bataille de Kobané, ce qu'il recherchait: sa reconnaissance par l'impérialisme américain et les impérialismes occidentaux (8), qui sanctionne son intégration de fait dans la coalition internationale dirigée par les Etats-Unis. Il a même obtenu que le PDK (Parti Démocratique du Kurdistan) de Barzani qui dirige le Kurdistan semi-autonome irakien, abandonne ses partisans locaux du CNK (Conseil National Kurde syrien, qui reprochait au PKK/PYD son refus de participer à la lutte contre Damas), et reconnaisse sa prééminence dans les régions kurdes syriennes. La Turquie, qui, à l'ombre du pétrole kurde irakien, entretient des rapports privilégiés avec le PDK (9), a fait un geste en acceptant de laisser passer par son territoire des *peshmergas* (combattants) du PDK pour renforcer les combattants de Kobané.

Cependant, signe de la précarité de l'union des factions kurdes, le PKK/PYD n'a accepté la venue que d'une centaine de combattants du PDK, en précisant qu'ils ne seraient cantonnés à l'arrière: il ne veut partager la direction des combats avec personne.

RECOMPOSITION EN COURS SUR FOND DE RIVALITÉS D'INTÉRÊTS

Nous avons vu que les négociations entre la Turquie, les Etats-Unis et les factions kurdes ont été, et sont toujours, difficiles. Bien qu'elle fasse partie de l'OTAN et qu'elle ait adhéré à la coalition, la Turquie rechigne à laisser les Américains utiliser ses aérodromes pour attaquer ISIS. Elle demande comme préalable à tout engagement militaire qu'on lui accorde la création en Syrie, le long de sa frontière, d'une «zone-tampon» qui soit aussi une «zone d'exclusion aérienne» (*no-fly zone*: zone interdite à l'aviation syrienne). Mais les Américains refusent car cela risquerait de les conduire... à un conflit avec Damas!

Depuis l'été 2013 en effet l'impérialisme américain a conclu que le renversement du

régime de Bachar El-Assad risquait de déboucher sur une situation incontrôlable en Syrie, étant donné l'échec à mettre sur pied une force d'opposition suffisamment solide et fiable: l'exemple libyen est là pour montrer les difficultés à reconstituer un appareil d'Etat dans un pays fragmenté en multiples factions bourgeoises rivales. Les Américains se sont officiellement fixé la tâche de constituer une force d'opposition islamiste «modérée» au régime syrien, tout en avertissant que cette tâche prendrait «des mois et des années»; cela laisse tout le temps de négocier avec le régime et ses parrains, Russie et Iran.

Entre-temps le risque d'effondrement du régime irakien leur a fait considérer ISIS comme le véritable ennemi à abattre. Mais bombarder en Syrie, où se trouvent les bases d'ISIS, implique un minimum d'accord avec le régime d'El-Assad qui dispose d'une aviation et de systèmes de défense antiaériens sophistiqués. Bien qu'ils le nient officiellement, les impérialistes américains ont donc renoué des contacts avec le régime syrien honni, le laissant même redoubler ses attaques contre les groupes insurgés! De même, Paris, qui affirme toujours haut et fort son hostilité à Damas, a discrètement pris contact, comme d'autres capitales européennes paraît-il, avec les Services syriens pour leur demander leur aide contre les jeunes partis combattre dans les rangs islamistes (10). La tentative a échoué parce que les autorités syriennes ont posé comme condition à leur collaboration la réouverture de l'ambassade de France à Damas, mais le fait est significatif.

En centrant l'attention sur les combats de Kobané, les médias internationaux, répondant docilement aux desiderata de l'impérialisme américain, ont **caché** de fait les attaques du régime contre les insurgés d'Alep, Homs et ailleurs; selon l'Observatoire Syrien des Droits de l'Homme, pas moins de 553 bombardements auraient été effectués par l'aviation syrienne contre les rebelles rien que dans la période du 20 au 25 octobre (11): dans un ciel syrien bien encombré, missiles de croisière et avions américains et avions syriens ne se combattent pas, mais se **partagent** la tâche...

Pour la Turquie d'Erdogan, à l'inverse, l'ennemi désigné est le régime syrien et les différentes factions rebelles islamistes sont des alliés au moins potentiels; elle reproche donc amèrement aux Etats-Unis de ne pas s'attaquer aux forces de Damas et d'avoir renoncé à faire tomber le régime de Bachar El-Assad. Alors que son président Erdogan entretient pour des raisons de propagande nationaliste le rêve de l'empire ottoman perdu, la Turquie nourrit des ambitions impérialistes régionales bien réelles qu'elle n'entend pas sacrifier aux intérêts américains. Inquiet des retombées des troubles en Syrie (des dizaines de milliers de réfugiés syriens se trouvent sur son territoire), le gouvernement turc redoute en outre la création d'un Etat kurde indépendant, qui risquerait d'attiser les aspirations sécessionnistes parmi les Kurdes turcs.

La Turquie s'entend très bien avec les autorités du Kurdistan irakien liées au PDK de Barzani, à cause bien sûr du pétrole, mais aussi parce qu'elles s'affirmaient hostiles à l'indépendance. Mais les différends sans cesse croissants de ces autorités avec le gouvernement de Bagdad et la poussée de ISIS ont changé la donne. Bien qu'ils soient en théorie au nombre de plusieurs dizaines de milliers et puissamment armés, les *peshmergas* kurdes n'ont pas bougé le petit doigt pour venir au secours de l'armée irakienne régulière lorsqu'elle a été attaquée par ISIS; ils ont au contraire attendu sa débandade pour agrandir leur territoire en s'emparant de la ville de Kirkouk et de sa région riche en pétrole. Et fin juin, après que les autorités israéliennes aient multiplié les déclarations fracassantes en faveur d'un Etat kurde indépendant (12), Barzani déclarait à la BBC qu'il allait organiser un référendum sur l'indépendance du Kurdistan irakien. On n'a plus entendu de tels propos par la suite, mais le Kurdistan irakien, armé par les divers impérialismes occidentaux, jouit aujourd'hui d'une indépendance de fait.

LE PKK, PARTI NATIONALISTE BOURGEOIS

Créé à la fin des années 70, le PKK est une organisation nationaliste kurde de Turquie,

présente aussi dans l'émigration turque en Europe, qui a entamé au milieu des années 80 une guérilla sur le mode maoïste pour l'indépendance du Kurdistan turc. Il a réussi dans une large partie à canaliser à son profit la colère des populations kurdes soumises depuis toujours à une véritable oppression de la part des autorités d'Ankara (pendant longtemps interdiction de parler kurde, même en privé, répression de toute velléité d'organisation kurde, etc.), alors qu'elles constituent environ un cinquième de la population de Turquie. Au milieu des années 90, le PKK abandonna ses platoniques références au marxisme pour les remplacer par des références à l'Islam; il abandonna aussi la revendication d'indépendance pour la remplacer par celle de l'autonomie. Il professe maintenant une idéologie purement démocratique digne d'un parti parlementaire. Début 2013 il a appelé ses partisans à déposer les armes à la suite de l'ouverture d'un «processus de paix» avec le gouvernement.

Pendant des années le PKK, protégé par le régime de Afez El-Assad (père du président actuel), avait constitué une base arrière dans les régions kurdes de Syrie; ses adversaires lui reprochent d'avoir collaboré pendant cette période avec les services secrets syriens pour y réprimer toute opposition au régime. Mais quelques années plus tard le rapprochement de la Syrie et de la Turquie entraîna l'expulsion des militants du PKK, ce qui conduisit à l'arrestation de leur chef, Ocalan, qui purge maintenant une peine de prison à vie en Turquie.

La détérioration des rapports avec la Turquie depuis l'éclatement de la guerre civile en Syrie a conduit à un nouveau rapprochement du PKK et de son organisation en Syrie (PYD) avec le régime de Damas. En 2012 celui-ci retira du Rojava ses soldats et ses policiers dont il avait un besoin urgent pour résister à l'insurrection, remettant en pratique les clés de la région au PKK/PYD; à la différence des autres partis et organisations kurdes syriennes celui-ci a en effet toujours refusé de rejoindre la révolte contre le régime et il a maintenu les contacts avec les autorités syriennes. Il a même livré des batailles sanglantes aux insurgés, soit du Front Al-Nosra (Islamistes radicaux), soit de l'Armée Syrienne Libre («modérés» pro-Américains), pour défendre les frontières de sa région; et à l'intérieur de celle-ci, il n'a pas hésité à réprimer ses adversaires politiques: ce fut le cas dans la ville de Amouda où la répression en juin 2013 d'une manifestation pacifique par le PYD fit plusieurs morts et se solda par l'enlèvement de plusieurs militants d'opposition; en protestation, des manifestations, sit-in et grèves de la faim eurent lieu en plusieurs endroits exigeant le retour des personnes enlevées (13).

Le PKK/PYD prétend avoir réalisé, selon les nouveaux préceptes d'Ocalan, une «révolution» au Rojava en instituant une organisation territoriale... sur le modèle suisse! Selon lui cette révolution dépasserait les révolutions française, russe et chinoise en raison de son caractère démocratique...

En réalité le PKK/PYD est un parti nationaliste bourgeois, anti-prolétarien, qui est bien incapable non seulement de mener une révolution, mais aussi de défendre les intérêts de classe des exploités: il n'a jamais hésité à chercher le soutien de n'importe quel Etat bourgeois ou de n'importe quel impérialisme; sa reconnaissance par l'impérialisme américain en est une démonstration supplémentaire.

Contrairement à ce qu'affirme sa propagande reprise sans sourciller par ses soutiens européens comme les libertaires que nous avons cités au début de cet article, le PKK/PYD n'appelle pas «à ne faire aucune confiance aux Etats et aux régimes en place»! Il n'appelle pas «les populations (...) à s'engager directement dans la résistance, à se battre, à s'organiser par elles-mêmes, à s'armer militairement et politiquement, à s'auto-défendre socialement, à coordonner leurs milices populaires, à ne compter que sur leurs propres forces et mobilisation pour protéger leur territoire et leurs vies et repousser les djihadistes» (14). D'ailleurs la population de Kobané, loin de s'engager

(Suite en page 4)

Ukraine: L'intoxication nationaliste n'a pas empêché les mineurs de faire grève contre la guerre. Un premier pas sur le long chemin de la reprise de classe!

La guerre en Ukraine, comme il y a plus de 20 ans la guerre dans l'ex-Yougoslavie est la réponse bourgeoise à la crise économique qui étrangle le pays et aux contrastes qui font se heurter à nouveau les impérialismes européens et américain à l'impérialisme russe dans les pays de l'est européen.

Les nationalismes exacerbés avec lesquels les fractions bourgeoises se combattent en Ukraine (les «pro-russes» au nom du droit à l'autodétermination, les pro-européens au nom de l'unité de l'Etat national) sont les armes idéologiques utilisées par les classes dominantes pour mobiliser les masses populaires et surtout prolétariennes en défense d'intérêts nationaux ou régionaux qui n'ont absolument rien à voir avec les intérêts des prolétaires. Ces derniers, en plus d'être systématiquement exploités en tant que force de travail à qui les capitalistes extorquent de la plus-value (et donc du profit) sont voués à être utilisés comme chair à canon sur les fronts ou dans les villes bombardées.

Les intérêts bourgeois ont leur racine dans le mode de production capitaliste qui est fondé sur l'exploitation intensive et extensive de la force de travail prolétarienne; réglé par la propriété privée et l'appropriation privée de la production de marchandises, le système capitaliste est incapable de fonctionner sans une concurrence qui devient plus féroce et plus aiguë dans la mesure où par son développement même il augmente les facteurs de crise et d'affrontement tant sur le marché national que sur le marché mondial. Le développement capitaliste ne procède pas de façon harmonieuse et régulière, mais par secousses toujours plus violentes; ces secousses se répercutent inévitablement au niveau politique, augmentant ou diminuant les frictions et les heurts entre entreprises, et entre groupes économiques et financiers.

Les crises économiques ne frappent pas uniquement l'économie et par conséquent les rapports entre capitalistes et prolétaires; leurs conséquences se font sentir sur tous les plans: politique, diplomatique, militaire. Les partenaires se transforment en concurrents, les alliés en ennemis, la défense des intérêts des groupes les plus puissants devient la défense des «intérêts nationaux»; la «patrie» apparaît avec une force renouvelée comme le symbole idéal des intérêts nationaux que la bourgeoisie présente toujours comme les intérêts de «tout le peuple» alors qu'ils ne

sont que des intérêts de classe, les intérêts des exploités. A l'époque de l'impérialisme, de la dite «mondialisation», ce qui se passe dans un pays, et à plus forte raison si ce pays se trouve dans une zone de fortes tensions inter-impérialistes, a des répercussions dans le monde entier.

C'est pourquoi les tensions politiques entre fractions bourgeoises qui ont éclaté en Ukraine ces dernières années et qui ont pris la forme d'un conflit armé, impliquent nécessairement les intérêts économiques et politiques de la Russie, des Etats européens et des Etats-Unis. Après l'implosion de l'URSS, toute la zone-charnière entre la Russie et les pays ouest-européens est devenue un terrain de conquête pour les impérialismes les plus puissants: Etats-Unis, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, etc., sur les plans économique, financier, politique et militaire.

De son côté la Russie n'a pas abandonné ses ambitions impérialistes, ni au niveau mondial, ni au niveau des anciens pays du camp dit «socialiste»; et elle est prête à profiter des faiblesses des pays nouvellement indépendants et d'une situation internationale où les Etats-Unis en particulier et les autres impérialismes occidentaux sont en difficulté dans beaucoup de régions du monde, à commencer par le Proche et le Moyen Orient, mais aussi en Afrique.

Depuis plusieurs années l'Ukraine est en proie à de graves problèmes économiques et financiers; elle est fortement endettée auprès de la Russie (surtout pour les livraisons de gaz) et du FMI. Ces difficultés ont poussé le gouvernement ukrainien à entamer des discussions avec l'Union Européenne. La Russie a profité de la crise politique ukrainienne qui a suivi pour annexer la Crimée, alors qu'elle s'était engagée dans un «traité d'amitié» signé en 1997 avec l'Ukraine à ne pas le faire (9ième démonstration de ce que valent les traités d'amitié entre Etats bourgeois!).

Inutile de dire que l'intérêt russe envers la Crimée est surtout celui de sauvegarder sa base navale de Sébastopol pour garantir la liberté de manoeuvre de sa flotte en Mer

Noire, le contrôle de la frontière avec la Turquie, le passage vers la Méditerranée par le détroit des Dardanelles. Le soutien de Moscou aux séparatistes pro-russes des régions orientales de l'Ukraine (la partie la plus industrielle et minière du pays) s'explique par des intérêts économiques, politiques et militaires. Il sera très difficile pour l'Ukraine et les impérialismes occidentaux de revenir aux frontières antérieures; les contrastes qui ont débouché sur la guerre partisane des séparatistes pro-russes pourront difficilement être résolus à brève échéance; étant donné l'état actuel des rapports inter-impérialistes, il n'y a guère d'autre possibilité, au moins dans un premier temps, que l'acceptation de l'annexion de la Crimée par la Russie, accompagnée sinon, d'une annexion, au moins d'une large autonomie de la région du Donbass (qui comprend la «république de Donetsk» et la «république de Lougansk») sur laquelle la Russie entend exercer une influence prépondérante.

Les informations sur les événements en Ukraine qui sont diffusées par les médias occidentaux sont évidemment tendancieuses: elles diabolisent le «tsar» Poutine et cachent une bonne partie de la réalité. Par exemple que les séparatistes aient recours à des mercenaires, parce que la population des régions orientales ne soutient pas la guerre; tandis que le gouvernement de Kiev doit faire face à des mutineries (1) et des manifestations des mères de soldats qui continuent à s'opposer à la guerre (2).

Et, ce qui du point de vue prolétarien est le plus intéressant, c'est que les mineurs du Donbass, bien qu'ils ne puissent compter sur des syndicats de classe et encore moins sur un parti prolétarien de classe, sont entrés en grève en mai et juin contre la guerre et pour l'augmentation de leurs salaires à Donetsk, Krivoy Rog et dans d'autres mines (3).

Au delà des motivations très confuses, imprégnées de nationalisme à l'eau de rose, des soldats qui se sont mutinés et ont refusé de partir pour le «front»; et au delà de l'absence de perspectives de classe y compris dans les luttes des mineurs, il reste le fait que s'est exprimée parmi les prolétaires une certaine rupture de la solidarité nationale et de l'interclassisme. Que cette rupture n'ait pas engendré ni ne pouvait engendrer automatiquement un mouvement de classe du prolétariat, qu'il soit d'origine russe, ukrainien, tatar ou autre, nous le savons bien; mais c'est un signal pour les prolétaires en général: il est possible de s'opposer à la guerre bourgeoise; il ne faut pas craindre de faire grève pour défendre ses intérêts immédiats et en même temps contre la guerre, la solidarité entre prolétaires a une force qui peut peser sur les décisions que doivent prendre les Etats. C'est aussi un signal pour les classes bourgeois qui ne peuvent utiliser complètement à volonté les masses prolétariennes: c'est aussi en partie pour cette rai-

son que la Russie et le gouvernement de Kiev ont décidé d'atténuer leur antagonisme et d'arriver à un «cessez-le-feu».

La grande majorité des prolétaires est cependant encore profondément intoxiquée par le démocratisme et le nationalisme. La prétendue «révolution orange» qui aurait fait passer sur l'Ukraine le souffle de la démocratie, de la libre et pacifique expression de chacun, dans le respect de l'indépendance nationale, et, surtout dans la privatisation accélérée des entreprises et la circulation et la circulation des capitaux, n'était qu'une illusion bourgeoise: à l'époque de l'impérialisme la souveraineté nationale se réduit à une simple formule de propagande agitée pour se faire passer pour la victime d'une «agression» de puissances rivales et demander un soutien aux alliés du moment, alors que dans la réalité des faits économiques et financiers, elle n'est qu'un paravent couvrant l'activité des grands groupes nationaux ou extra-nationaux.

C'est pourquoi en appeler à la souveraineté nationale, au droit international ou aux traités diplomatiques est en définitive une façon de justifier la défense d'intérêts jamais ouvertement déclarés en tant que tels et imposés par la force. Les mouvements populaires qui glorifient la paix, la démocratie, la lutte contre la corruption et l'illégalité, etc. et qui, à la façon des Indignés d'Espagne et d'ailleurs se nomment «euromaïdan» ou autre, ne sont que des véhicules politiques et idéologiques contre un éventuel réveil de classe du prolétariat.

Les grèves des mineurs du Donbass ont démontré, face à l'exaspération des contradictions capitalistes qui se sont transformées en affrontement armés, que les intérêts prolétaires et bourgeois sont irréductiblement opposés. Sur cette voie, les prolétaires peuvent trouver une orientation les menant vers l'affirmation de leur force de classe, vers la constitution de leur propre mouvement, de leurs propres organisations, vers l'affrontement ouvert entre les classes sur un plan complètement différent de celui de la guerre entre bourgeois.

Mais la guerre de classe ne naît pas du jour au lendemain. Elle implique d'abord que les prolétaires se reconnaissent comme une classe distincte de toutes les autres classes de la société, avec des intérêts opposés aux intérêts bourgeois; elle implique que les prolétaires prennent confiance dans leurs propres forces, non seulement lors de mouvements épisodiques, mais avec une continuité dans l'espace et dans la durée. Il sera nécessaire qu'ils s'organisent de façon classiste, d'abord pour la lutte de défense économique et ensuite au niveau politique, dans la constitution du parti de classe, le véritable parti révolutionnaire communiste, guide unique de la lutte historique pour l'émancipation du capitalisme.

(Suite en page 4)

Meurtre policier à Sivens

(Suite de la page 1)

tique répressive bien déterminée du gouvernement, qu'on a vu à l'oeuvre en d'autres occasions. L'année dernière le ministère de l'intérieur s'inquiétait quasi-officiellement des «risques d'explosion sociale» et Valls, qui n'était pas encore premier ministre, avait donné aux services de renseignement de police d'«anticiper une éventuelle radicalisation des mouvements sociaux». Des policiers sont postés autour des usines» (L'Expansion, 2/2/2013).

Mais cela fait des années que, sous les divers gouvernements de droite et de gauche, tous défenseurs empressés du capitalisme, la répression policière relayée par la justice, frappe de plus en plus fort: se rappeler, pour ne pas remonter plus haut, à la répression des manifestants lycéens lors du mouvement sur les retraites; cela fait des années que la police a vu son arsenal répressif s'accroître avec des armes soi-disant

«non létales» qui ont provoqué de graves blessures à des manifestants ou même la mort de personnes interpellées (les dites «bavures policières», qui sont en réalité la conséquence inévitable d'une politique toujours plus répressive, ont fait 127 morts depuis l'an 2000) et que des lois répressives sont votées les unes après les autres.

Cette tendance de fond n'est pas due à la méchanceté particulière des gouvernements, mais à l'aggravation continue des tensions sociales auxquelles tout gouvernement bourgeois répond par la carotte et le bâton, autrement dit en conjuguant la répression avec des concessions pour calmer les mécontentements. Mais lorsque les concessions à accorder aux prolétaires et aux masses en général sont de plus en plus rares, la répression devient inévitablement plus indispensable pour «maintenir l'ordre».

L'ordre bourgeois consiste en des rapports sociaux basés sur une violence fondamentale: pour vivre, ceux qui ne possèdent

rien – les prolétaires – sont obligés de vendre leur force de travail à la petite minorité qui possède tout et qui récolte le fruit de ce travail – les capitalistes. Cet ordre ne peut être imposé et défendu que par la violence, même quand cette violence est seulement virtuelle, incarnée dans la peur du gendarme, la soumission à la loi, bref dans le respect de l'Etat, monstrueux système ramifié de violence concentrée.

Contester concrètement, sur le terrain, des intérêts bourgeois, y compris limités comme ceux liés à la construction d'un petit barrage, c'est violer l'ordre bourgeois et alors la répression la plus brutale s'abat.

Le meurtre de Rémi Fraisse comme toutes les brutalités policières ont valeur d'avertissement pour les prolétaires: les hommes politiques bourgeois même les plus démocrates, de droite ou de gauche, ne reculent devant rien pour défendre des intérêts capitalistes. Et lorsqu'il s'agira demain de défendre l'existence même du capitalisme, ils déchaîneront toute la violence à leur disposition, comme il l'ont fait hier dans l'histoire contre le prolétariat insurgé, et comme le

font quotidiennement leurs confrères de tous les pays.

Le prolétariat devra répondre sur ce terrain en opposant la violence révolutionnaire à la violence réactionnaire des loups et des chiens de la vieille société; par sa victoire il vengera toutes les innombrables victimes du capitalisme, mode de production le plus criminel de toute l'histoire de l'humanité.

(1) <http://www.sudinterieur.fr/2014/11/05/les-forces-de-lordre-ne-sont-pas-faites-pour-tuer-ni-brutaliser-des-manifestants/#more-541> Ce syndicat dénonce «l'approche de classe» dans l'action de la police au nom d'une orientation démocratique qui la mettrait «au service des gens». En «infiltrant les milieux dangereux» au lieu de tout miser «sur la surveillance systématique des populations pour des raisons d'économie budgétaire», la police pourrait alors garantir «la forme démocratique de la République». Bref une police démocratique à la Sud, misant sur les mouchards, serait plus efficace pour défendre l'ordre bourgeois...

Mobilisation pro-impérialiste autour du Kurdistan

(Suite de la page 3)

directement dans la résistance, s'est enfuie en Turquie (15), démontrant que la guerre en cours n'est pas sa guerre.

UNE SEULE ISSUE: LA PERSPECTIVE PROLÉTARIENNE DE CLASSE

Comment pourrait-il en être autrement? Pour cela il faudrait qu'il y ait en acte une véritable révolution, pas une pseudo-révolution démocratique à la suisse, mais une véritable **révolution sociale** faite par les masses exploitées et opprimées. Dans la Syrie bourgeoise où le capitalisme est le mode de production dominant, historiquement, il ne peut plus être question que d'une **révolution prolétarienne**, une **révolution socialiste**.

Mais une telle révolution ne pourrait avoir comme arène une petite région agricole; elle devrait s'appuyer sur un puissant mouvement de classe dans les grands centres urbains où se trouvent concentrés les prolétaires de toutes les nationalités; pour cette révolution, il ne s'agirait plus de «protéger un territoire» régional, mais de s'étendre d'abord à tout le pays et ensuite **internationalement** à tous les pays; il ne s'agirait plus de coordonner des milices «populaires», mais d'édifier une **armée de classe**, plus seulement de se défendre contre les djihadistes réactionnaires, mais de saper leur puissance en insufflant la lutte de classe à l'intérieur de leur territoire. Il ne s'agirait plus d'instaurer un régime démocratique et laïc, mais d'abattre l'Etat bourgeois et de le remplacer par le pouvoir **dictatorial** des opprimés, la dictature du prolétariat indispensable pour extirper le capitalisme. Evidemment une telle révolution ne pourrait songer à quémander l'appui de l'impérialisme dont elle appellerait au contraire les prolétaires à la révolte! Et cette révolution ne pourrait être dirigé par un parti national ou nationaliste, mais uniquement par le parti prolétarien international et internationaliste.

C'est bien parce qu'il n'existe rien de tel, que la révolte en Syrie a dégénéré en combats sanglants où s'affrontent diverses forces bourgeoises, plus ou moins soutenues par des parrains étrangers et qui, pour maintenir ou solidifier leur emprise sur leurs partisans et sur les masses, n'ont d'autre ressource que d'utiliser au maximum l'idéologie dominante la plus réactionnaire: la religion.

Comme le synthétisait l'article de Bordiga que nous publions sur ce journal, les plus graves crises de l'ordre bourgeois ne peuvent que déboucher sur une situation contre-révolutionnaire en l'absence du parti de classe, parce que cette absence implique que le prolétariat est incapable d'agir en tant que force indépendante: la bourgeoisie a alors toute latitude pour surmonter, à sa façon, la crise.

Mais, nous dira-t-on, s'il n'y a pas de parti de classe, pas de mouvement prolétarien indépendant, au moins faut-il s'opposer aux plus réactionnaires et appuyer les forces les plus démocratiques? Et si les militaires américains ou français peuvent faire obstacle à la «barbarie» ou à «l'obscurantisme» ne faut-il pas les soutenir, au Moyen-Orient comme en Afrique?

C'est un argument classique – choisir le «moindre mal», le camp bourgeois le moins méchant – qui a été utilisé d'innombrables fois, en temps de guerre comme en temps de paix, pour enchaîner la prolétariat à la bourgeoisie, pour empêcher l'apparition ou le renforcement d'organisations de classe; son seul résultat est toujours de livrer les prolétaires sans défense à leurs bourreaux.

Non seulement en effet il est impossible de venir en aide aux masses opprimées en s'associant, d'une façon ou d'une autre, à l'impérialisme qui pille et ravage la planète, exploite et massacre ces masses dans le monde entier; mais ce faisant, on ne peut que le **renforcer**, on ne peut qu'accroître la puissance du capitalisme et affaiblir jusqu'à la lutte de résistance la plus élémentaire des prolétaires. Le premier ennemi des prolétaires est leur propre bourgeoisie: s'allier avec elle, quel que soit le prétexte, c'est trahir le prolétariat.

Il n'est pas possible de s'opposer réellement aux forces réactionnaires, islamistes ou non, en reprenant des programmes et des perspectives démocratiques bourgeoises et en s'alliant en conséquence avec des forces bourgeoises; mais seulement en mettant en avant un programme et des perspectives **anti-démocratiques**, c'est-à-dire **de classe**, **anticapitalistes**, **antibourgeois**, et en recherchant sur cette base l'union avec les prolétaires et les masses exploitées de toutes les nationalités et de tous les pays.

Les communistes avaient établi cette règle d'or en 1920: «L'internationale Communiste ne doit soutenir les mouvements révolutionnaires dans les colonies et les pays retardataires que dans le but de regrouper les éléments constitutifs des futurs partis prolétariens - qui seront effectivement communistes et pas seulement en paroles - et de leur enseigner leur tâche spécifique, à savoir la lutte contre les courants démocratiques bourgeois dans leurs pays» (16).

90 ans plus tard, alors qu'il n'existe plus d'Internationale Communiste sur laquelle s'appuyer, la consigne doit être respectée avec d'autant plus d'application que l'Internationale elle-même, en dégénéralant, l'oublia bien vite. Les prolétaires doivent s'opposer sans hésitation à toutes les interventions militaires de «leur» Etat; mais toute «solidarité» avec des populations martyrisées ou avec des luttes, qui se situe en dehors de positions de classe, que ce soit sur des bases humanitaires, démocratiques, nationalistes ou autres, doit être dénoncée comme **anti-prolétarienne**. Paraphrasant ce que disait le révolutionnaire socialiste polonais Warynski à propos de l'indépendance de la Pologne (17), nous pourrions dire: «il existe au monde un peuple plus malheureux que les Kurdes - c'est celui des prolétaires».

Cela ne signifie pas que les prolétaires doivent se désintéresser du sort des Kurdes et autres nationalités, à qui il faut reconnaître pleinement le droit à l'autodétermination; mais cela signifie qu'ils doivent toujours défendre d'abord leurs intérêts de classe; et que dans la lutte contre toutes les oppressions, y compris l'oppression nationale, dans la lutte contre toutes les réactions, y compris islamistes, ils ne doivent jamais transiger sur la nécessité absolue de l'indépendance et de l'organisation de classe, sur la nécessité primordiale de l'unité des prolétaires par dessus toutes les divisions nationales, ethniques, religieuses ou autres.

La **véritable solidarité**, non seulement avec les masses kurdes de Kojava, mais avec les masses prolétariennes de Syrie écrasées sous la mitraille, ou condamnées par millions à une existence misérable de réfugiés, consiste, ici, au coeur des métropoles impérialistes, à travailler à la reprise de la **lutte de classe, révolutionnaire et internationaliste** contre le capitalisme et l'impérialisme et à la reconstitution de l'organe suprême de cette lutte, le **parti de classe internationaliste**.

Et le premier pas indispensable est le refus de l'embrigadement dans les mobilisations pro-impérialistes, le refus de soutenir des forces et partis non prolétariens, le refus d'adhérer à des perspectives non classistes.

13/11/2014

(1) Tract du 3/10/14

(2) <http://www.npa31.org/actualite-politique-internationale/urgence-kobane/declaration-du-npa-31-a-manifestation-same-di-18-octobre.html>

(3) <http://blogs.mediapart.fr/blog/maxime-azadi/250914/appel-hollande-de-soutenir-les-forces-kurdes-syriennes...>

(4) <http://www.npa2009.org/communiqué/solidarite-avec-le-peuple-irakien>. Pour le NPA, le gouvernement français est donc l'incarnation d'un «pays» dont il affirme faire partie – et tant pis si le Manifeste disait que les prolétaires n'ont pas de patrie...

(5) <http://oclibertaire.free.fr/spip.php?article1599>. Parmi les signataires de l'appel (personnalités bourgeoises diverses, artistes, intellectuels, etc.), on trouve en 2e position l'archevêque Desmond Tutu, celui-là même qui avait

béni le passage de l'apartheid à un régime démocratique pour perpétuer l'exploitation négrière des prolétaires sud-africains. Sa signature suffirait à qualifier l'appel...

(6) <http://syriahr.com/en/2014/11/nearly-2000-detainees-killed-inside-the-regimes-detention-facilities/>

(7) Voir par exemple l'article détaillé du *Financial Times* du 24/10/14.

(8) Une première rencontre officielle a eu lieu en octobre entre des responsables français et Saleh Muslim, le chef du PYD; Paris refusait jusqu'à présent tout contact avec l'argument que le PYD-PKK n'était «pas assez engagé» dans la lutte contre Damas. Mais selon le diplomate qui a rencontré Muslim: «les Américains ayant eux-mêmes fini par rencontrer récemment les représentants du PYD, on ne pouvait plus refuser de voir les Kurdes syriens» cf <http://www.lefigaro.fr/mo-n-figaro/2014/10/30/10001-20141030ARTFIG00373-la-france-rencontre-les-kurdes-syriens.php>. L'inénarrable Bernard-Henri Lévy a écrit sur son blog: «Le PKK est le fer de lance, en Syrie, non seulement de la résistance à Daech, mais des valeurs que veut éradiquer Daech (...). C'est pourquoi le PKK et les partis qui lui sont liés doivent être reconnus pour ce qu'ils sont: un opérateur de stabilité et, demain, de paix au Proche-Orient». A-t-il adhéré à l'OCL? cf <http://laregledejeu.org/bhl/2014/10/22/il-faut-retirer-le-pkk-de-la-liste-des-organisations-terroristes/>

(9) Les deux principaux partis bourgeois du Kurdistan irakien, qui se sont combattus les armes à la main pendant des années, sont le PDK de Barzani et l'UPK (Union Patriotique du Kurdistan) de Talabani formé par la fusion de divers partis dont les ex-«marxistes-léninistes» du Komala; Talabani est président de l'Irak depuis 2006 (poste honorifique sans pouvoir politique) et vice-président de l'Internationale Socialiste. L'UPK est proche des autorités iraniennes et par conséquent

favorable au régime de Damas.

Le clan Barzani qui dirige le PDK a une longue histoire de bons rapports avec l'impérialisme occidental et Israël; il a tissé des liens étroits avec la Turquie et il soutient l'opposition au régime syrien. En 2011 le PDK a constitué le CNK, qui regroupe les partis kurdes syriens partisans de la rébellion contre Damas.

Le PYD/PKK reproche au CNK d'avoir abandonné la revendication d'autonomie du Rojava pour s'allier avec les rebelles (qui y sont hostiles); et il l'accuse d'être aux ordres de la Turquie. Diverses tentatives d'accord, non suivies d'effet, ont eu lieu entre le PYD/PKK qui domine sur le terrain en raison de son organisation militaire, et le CNK.

(10) cf *Le Monde*, 7/9/2014

(11) <http://syriahr.com/en/2014/10/553-air-strikes-by-regime-warplanes-around-syria/>

(12) <http://www.al-monitor.com/pulse/politics/2014/07/iraq-crisis-israel-welcome-kurdish-state-us-turkey.html>

(13) Voir le communiqué du TCK (Mouvement de la Jeunesse Kurde) qui appelait à une «révolution» contre le PYD:

<https://syriafree.domforever.wordpress.com/2013/06/23/statement-by-the-kurdish-youth-movement-tck-about-the-latest-events-in-the-city-of-amouda-and-videos-and-pictures-from-the-protests-and-sit-ins/>

(14) OCL, tract du 3/10/14. L'OCL use d'une périphrase pleine de tact pour parler du PKK: «les mouvements de la gauche kurde»...

(15) Selon *Le Monde* du 12-13/14, il n'y avait plus à cette date que 7 à 800 civils à Kobané sur une population initiale d'environ 50.000.

(16) cf «Thèses sur la question nationale et coloniale», IIe Congrès de l'IC, Moscou, juillet 1920.

(17) cf Jacques Droz, «Histoire générale du socialisme», PUF 1977, Tome 3, p. 324.

Ukraine...

(Suite de la page 3)

Lutter contre l'ivresse nationaliste d'un côté comme de l'autre, n'est pas un «choix» idéologique pour les prolétaires; ce sera le résultat d'une lutte qui commence inévitablement sur le terrain immédiat de la défense exclusive des intérêts prolétariens; c'est sur ce terrain que naît la solidarité de classe, que naît l'union des prolétaires pour une lutte d'ensemble plus large contre toutes les forces de la conservation sociale.

Ce n'est pas en retournant à l'économie dite «planifiée» ni en accélérant l'économie «de marché», que les prolétaires peuvent trouver une solution aux problèmes de leurs conditions matérielles de vie et de travail. Dans l'ancienne URSS comme dans la nouvelle démocratie ukrainienne, l'économie n'a jamais été autre chose que **capitaliste** et le pouvoir **bourgeois**. L'ennemi fondamental est le même, la classe dominante qui représente le capital avec ses usines, ses banques, ses commerces, son Etat, sa police!

Sous tous les cieux, en Ukraine comme en Syrie, en Europe comme en Chine, en Russie comme aux Etats-Unis, le prolétariat n'a pas d'autre alternative que la lutte contre toutes les forces, bourgeoises et petite-bourgeoises, qu'elles soient démocratiques, laïques, chrétiennes ou islamiques, qui défendent l'ordre bourgeois. Dans la lutte contre l'exploitation, le prolétariat trouvera comme il l'avait trouvé lors de son passé glorieux de révolutions depuis 1848, la voie de la lutte de classe. L'histoire n'est pas pressée, même si depuis trop de décennies les prolétaires du monde entier sont soumis à des souffrances sans nombre pour finir par être immolés au dieu capital.

14/9/2014

(1) <http://ndilo.com.ua/news/u-viyiskurozpochavsja-bunt.html>, e <http://ukrainean-tifascistsolidarity.wordpress.com/2014/05/>

30/beginning-of-rebellion-in-the-ukrainian-army/

(2) <http://ukrainean-tifascistsolidarity.wordpress.com/2014/06/02/soldiers-relatives-protests-spreading-in-ukraine/> e anche <http://www.aitrus.info/node/3875/> *attraverso* <http://libcom.org/forums/news/protest-ukraine-02122013?> page= 11#comment-541714

(3) <http://liva.com.ua/miner-war.html>, *attraverso* <http://ukrainean-tifascistsolidarity.wordpress.com/2014/05/30/donetsk-miners-strike-against-war-eyewitness-account>, *oltre a* <http://www.marxist.com/donetsk-miner-strike.html>

« Il Comunista »

Nr.136- Ottobre 2014

Nell'interno

- Sul periodo attuale e i compiti dei rivoluzionari
- Riforma del mercato del lavoro (Jobs Act). Si estende e si intensifica la precarietà del salario aumentando la concorrenza tra proletari. La via d'uscita non è in un'altra riforma, ma nella ripresa della lotta di classe contro il capitalismo!
- Ferguson, Usa: un episodio della guerra fra le classi
- Allarmismo ebola in Spagna
- La violenza ufficiale fa l'ennesima vittima: assassinato a Napoli un ragazzo disarmato!
- La morte di Maria Baratto non è stato suicidio, ma omicidio di Stato
- L'opportunismo, nemico mimetizzato
- La donna e il socialismo (A. Bebel)
- La teoria marxista della moneta (3)
- Già nel 1851, la Regina Vittoria d'Inghilterra, inaugurando l'Esposizione Universale di Londra, si inchinava all'industria moderna perché... abbatte dappertutto le barriere nazionali
- Astir: esplose la rabbia dei lavoratori da mesi senza salario!
- Legalitarismo (Dizionarietto dei chiodi revisionistici)

Periodico bimestrale. Precio del ejemplar: 1,5 €; £ 1; 5FS; Suscripción: 8 €; £ 6; 25 FS; Suscripción de solidaridad: 16 €; £ 12; 50 FS.

A bas la guerre impérialiste en Irak et en Syrie !

Début août le gouvernement américain décidait le déclenchement d'une «action humanitaire» limitée – sous forme de bombardements! – en Irak, après une campagne internationale de mobilisation de l'opinion publique à propos des minorités yazidites et chrétiennes qui auraient été menacées de «génocide» par l'avancée des rebelles islamistes de «l'Etat Islamique en Irak et au Levant» (plus connus sous le sigle anglais ISIS).

Aujourd'hui, personne ne parle plus des Yazidites ni des Chrétiens, c'est le sort des Kurdes qui est utilisé pour la propagande belliqueuse; l'opération «humanitaire» s'est transformée en une véritable guerre, pour l'instant essentiellement aérienne. Les Etats-Unis en sont de très loin la principale force militaire: ils ont effectué plus de 200 bombardements en Irak, des dizaines en Syrie et envoyé plusieurs centaines de soldats en Irak (d'où ils s'étaient complètement retirés en 2011); mais ils ont réussi à former autour d'eux une large coalition internationale: selon eux, une quarantaine de pays en feraient partie, mais comme ils n'ont pas donné la liste cela jette quelques doutes sur cette affirmation.

Le gouvernement français, lui, avait tenu à manifester avec le maximum d'éclat sa participation à l'intervention américaine en étant le deuxième pays à effectuer des bombardements en Irak contre ISIS (ce qui a entraîné de la part de cette organisation, qui ne possède aucun avion pour bombardier la France, un appel à tuer des citoyens français dont un touriste en Algérie a été la malheureuse victime). Les gouvernements canadiens, hollandais, australiens, suivis par ceux de la Grande-Bretagne, de la Belgique et du Danemark ont eux aussi décidé de participer à la guerre aérienne, de même que les gouvernements de Jordanie, d'Arabie Saoudite, des Emirats et du Qatar. D'autres pays qui ont rejoint la coalition internationale ont annoncé l'envoi d'armes, comme l'Allemagne et l'Italie. L'Espagne a résolu de ne pas participer aux combats, mais elle a décidé de fournir une «aide logistique». Sans faire partie de la coalition la Russie qui était invitée à la conférence internationale de la mi-septembre pour mettre celle-ci sur pied, a annoncé qu'elle fournirait une «contribution» à l'engagement militaire international (elle envoie déjà depuis quelques mois des armes au gouvernement de Bagdad).

Même si à ce stade il n'est pas question pour les différents Etats participant à la coalition d'envoyer des troupes combattre au sol, la France, le Canada, l'Allemagne, la Grande-Bretagne ont, comme les Etats-Unis, envoyé, parfois depuis «plusieurs semaines», des «conseillers militaires» et autres «forces spéciales» en Irak pour entraîner et encadrer les combattants anti-islamistes, Kurdes ou non.

UNE INTERVENTION UNIQUEMENT MOTIVÉE PAR DE SORDIDES INTÉRÊTS IMPÉRIALISTES, NON PAR DE PRÉTENDUS SOUCIS « HUMANITAIRES » DÉSINTÉRESSÉS

L'intervention militaire a été justifiée par les atrocités commises par ISIS dans les régions où il est présent (et dont il n'a pas hésité à publier parfois des vidéos sur internet): massacre de prisonniers y compris civils, décapitation d'otages, etc.; la terreur qu'il veut inspirer est une des armes d'ISIS, mais elle est utilisée aujourd'hui contre lui afin de susciter l'adhésion à l'intervention militaire: toute guerre a besoin de brandir des victimes innocentes, vraies ou fausses, pour se justifier.

Mais jusqu'à la dernière période, tant qu'elles avaient lieu en Syrie (où ISIS les a perpétrées dès sa création), ces atrocités n'émouvaient pas la bonne conscience des impérialistes occidentaux, bonne conscien-

ce qui n'est pas davantage émue par les crimes et les exactions commises par le régime de Bagdad qui s'appuie sur de véritables commandos de la mort pour maintenir son autorité par la terreur!

Tout a changé au début de cet été, quand les combattants d'ISIS, appuyés par des cadres militaires et des forces Baathistes de l'ancien régime de Saddam Hussein, ont mis en déroute l'armée régulière irakienne, et fait peser une menace directe sur Bagdad. La chute du régime mis en place après la guerre victorieuse de l'administration Bush et à l'ombre duquel ils ont eu accès au pétrole irakien, était hors de question pour les Etats-Unis: c'est cela qui les a décidé d'intervenir militairement, et non une prétendue pression de leur «opinion publique» qui n'est jamais autre chose qu'une création des médias.

Le gros des gisements pétroliers irakiens, exploités par des sociétés américaines (Exxon...), britanniques (BP, Shell), russes (Lukoil...), italiennes (ENI), françaises (Total) et chinoises (PetroChina...), se trouve dans le sud, en région chiite, où ISIS et ses alliés sunnites n'ont guère de chances de pénétrer. Mais une partie non négligeable est située dans la région du nord autour de Mossoul, que les nationalistes Kurdes revendiquent depuis longtemps vis-à-vis de Bagdad; agrandissant de près de 40% leur territoire, ils l'ont en partie occupée en profitant de la débâcle de l'armée irakienne et ils veulent maintenant la défendre contre les bourgeois sunnites ralliés à ISIS. Par ailleurs le gouvernement autonome du Kurdistan avait récemment décidé, contre l'avis de Bagdad, d'accorder des concessions aux grandes firmes pétrolières occidentales, notamment aux «majors» américaines Exxon et Chevron et à la française Total. En livrant des armes aux combattants kurdes (appuyant de facto l'indépendantisme kurde) (1), les Américains et les Français protègent les intérêts de leurs grandes sociétés pétrolières! (2)

D'autre part, ni les grands impérialismes ni les Etats de la région, ne voient d'un bon œil la remise en cause des frontières issues de la colonisation et du partage impérialiste du monde, par un groupe « incontrôlé » comme ISIS, qui a repris la vieille chimère du nationalisme arabe version Baath d'une union entre la Syrie et l'Irak, en la repeignant aux couleurs de l'Islam radical.

RECOMPOSITIONS EN COURS AU MOYEN-ORIENT

L'accord conclu l'été dernier sous l'égide de la Russie pour l'élimination des armes chimiques du régime syrien avait marqué un tournant dans la politique américaine: il signifiait qu'étant donné son échec à trouver ou mettre sur pied une force politique fiable parmi les rebelles, la chute du régime El Assad comportait, pour l'administration Obama, trop de risques pour la stabilité de l'ordre impérialiste régional.

Les rebelles syriens sont divisés en multiples groupes armés plus ou moins autonomes ou plus ou moins regroupés dans des «fronts» divers, selon les subsides reçus de bourgeois locaux ou des pays voisins et des impérialistes, certains vivant de rapines, d'extorsions ou de contrebande. Les pays arabes du Golfe ont au départ financé les divers groupes les plus islamistes tandis que la Turquie leur accordait une aide, tout cela sous l'œil de Washington. Derrière leurs références réactionnaires communes à la religion et à la loi islamiques, et en s'appuyant sur la haine suscitée par le sanglant régime de Damas, tous ces groupes ne défendent en fait que des intérêts bourgeois particuliers et souvent rivaux; par exemple ISIS a dû son succès en grande partie au fait qu'il a réussi à se financer en s'assurant par divers moyens le contrôle d'une partie de la production et de la contrebande du pétrole syrien vers la Turquie. Aucun de ces groupes ne mérite le soutien des prolétaires dont

ils sont en réalité les ennemis tout aussi résolus que l'Etat syrien. Les efforts continus (en argent comme en armements) des Américains (appuyés par les Français, les Britanniques et autres impérialismes) pour regrouper quelques uns de ces groupes dans une «Armée Syrienne Libre» à leur botte et pour recruter parmi les politiciens syriens dans l'immigration une force politique «islamiste modérée» jouissant d'un minimum de crédibilité en Syrie, ont été des échecs répétés. Au point que la pro-américaine ASL (qui sur le terrain fait figure de véritable mafia) non seulement a reculé par rapport aux forces du régime, non seulement a été en butte à la concurrence d'autres organisations rebelles plus dynamiques, mais pour résister aux attaques de la nouvelle organisation qui a pris le nom d'ISIS, elle a passé une alliance avec un puissant groupe islamiste, le Front Al Nosra, qui se revendique ouvertement d'Al Qaïda, l'ennemi n°1 des Etats-Unis!

Les dizaines de bombardements des Américains et de leurs alliés en Syrie contre des positions d'ISIS et aussi d'Al Nosra (3), témoignent que l'ennemi de l'impérialisme américain en Syrie n'est plus le régime de Bachar El Assad, pourtant coupable de bien plus de crimes et des massacres que les Islamistes: nouvelle démonstration que ce n'est jamais le sort des populations qui détermine l'action des impérialistes et des bourgeois de tous les pays!

A travers l'instabilité présente, qui est le fruit tant de la crise économique que des féroces rivalités inter-bourgeoises, des réalignements de force sont à l'oeuvre au Moyen-Orient: l'impérialisme américain esquisse un rapprochement avec l'Iran qu'il menaçait de bombardements il n'y a pas si longtemps, la Turquie, après avoir utilisé ISIS, se prépare à envahir une partie de la Syrie pour y établir une «zone-tampon», Israël qui refuse toute autodétermination des Palestiniens, se déclare en faveur de l'indépendance des Kurdes, etc. En raison de ses ressources en pétrole, mais aussi de sa position géostratégique, la région est d'importance cruciale pour le capitalisme mondial; et tant que subsistera ce dernier elle est condamnée à être le théâtre de violents heurts d'intérêts débouchant fatalement sur des guerres, «locales» ou plus générales, dont les populations sont les victimes. En plus des morts et blessés dans les combats et les bombardements, des centaines de milliers de personnes fuyant les affrontements ont dû quitter ces dernières semaines leur lieu de résidence pour se réfugier en Turquie ou dans d'autres parties de l'Irak; ils s'ajoutent aux centaines de milliers de réfugiés syriens qui ont trouvé un refuge plus que précaire au Liban, en Jordanie ou ailleurs. Inutile de dire que le sort tragique de ces réfugiés condamnés à une misère noire ne tracasse pas les bourgeois...

SEULE LA GUERRE DE CLASSE PEUT S'OPPOSER À LA GUERRE BOURGEOISE !

Les gouvernements appellent la population en général et les prolétaires en particulier à une «union nationale» en soutien à l'intervention militaire en cours, reprenant presque mot pour mot les vieux discours utilisés il y a un siècle, lors de la première guerre mondiale. Chacun sait que ces appels grandiloquents à l'«union sacrée» pour défendre la «patrie» ne servaient qu'à appeler les travailleurs à se sacrifier pour défendre les sordides intérêts de «leurs» exploités, de «leur» capitalisme national. Les révolutionnaires bolcheviks dénoncèrent le mensonge de la «défense de la patrie»; appelant au «défaitisme révolutionnaire», ils reprirent le mot d'ordre du socialiste allemand Liebknecht: le véritable ennemi des prolétaires est dans leur patrie, c'est la classe des capitalistes; c'est contre eux qu'il faut lutter, c'est le capitalisme qu'il faut abattre

par la révolution.

De ce point de vue rien n'a changé aujourd'hui. L'ennemi des prolétaires n'est pas un nébuleux «terrorisme» dont il faudrait se protéger par des interventions militaires et des guerres (pendant des années selon le Premier ministre britannique Cameron) sur d'autres continents et par des mesures répressives ici; c'est «leur» propre bourgeoisie, «leur» propre capitalisme, cent fois plus coupables et criminels que tous les «djihadistes» réunis. Depuis son apparition, le capitalisme a mis la planète à feu et à sang, semant la misère et la destruction pour satisfaire sa soif de profits, provoquant des morts par dizaines et dizaines de millions dans des guerres, tout en menant sans interruption une guerre sociale contre ses prolétaires. Aujourd'hui il leur inflige des politiques d'austérité, il les jette à la rue et les livre aux brutalités et crimes policiers, pour tenter de restaurer sa santé économique chancelante; les appels à l'union nationale pour la guerre, ne sont que le pendant des appels à l'union nationale pour la guerre économique. Et si le prolétariat ne réussit pas à l'arrêter avant, le capitalisme plongera inévitablement l'humanité dans une troisième guerre mondiale, encore plus destructrice que les précédentes, pour surmonter ses contradictions internes qu'il a de plus en plus de difficultés à contrôler.

Pour l'arrêter, il n'existe qu'une seule voie, celle indiquée par le marxisme et par toute l'histoire du mouvement ouvrier: la voie de la reprise de la lutte de classe, de l'organisation indépendante de classe, de la **constitution du prolétariat en classe donc en parti** (*Le Manifeste Communiste*) pour diriger la lutte prolétarienne jusqu'à la victoire de la révolution communiste internationale et l'instauration du pouvoir dictatorial du prolétariat, étape nécessaire pour éradiquer le capitalisme mondial.

C'est cette voie qu'il faut préparer en commençant par refuser toute union nationale avec les capitalistes et leur Etat, tout sacrifice pour les intérêts de l'économie bourgeoise, toute renonciation à la défense exclusive des intérêts prolétaires, tout appui aux interventions militaires, toute participation aux campagnes de mobilisation impérialistes, même et surtout quand elles se camouflent derrière des alibis «humanitaires».

A bas la nouvelle intervention impérialiste au Moyen-Orient !

Non à l'unité nationale en soutien de l'impérialisme !

Pour la renaissance de la lutte de classe anticapitaliste !

Pour la révolution communiste internationale !

5/10/2014

(1) La politique américaine est jusqu'ici la défense de l'unité irakienne; c'est pourquoi ils s'opposent à l'évacuation du pétrole kurde par un oléoduc turc et à sa vente sur le marché mondial. Les intérêts turcs sont juste l'inverse.

(2) Les autorités françaises justifient aussi leur intervention militaire par le fait que des négociations sur de gros contrats d'armements sont en cours avec l'Arabie Saoudite. On croit mourir pour la patrie, on meurt pour les marchands de canon (Anatole France), disait-on déjà lors de la première guerre mondiale...

(3) Des groupes rebelles pourtant financés par les Américains ont condamné publiquement ces attaques. Quant à Al-Nosra, qui accuse ISIS de ne pas vraiment combattre le régime de Damas et de ne pas suivre avec suffisamment de rigueur les principes islamistes (!), il revendiquait d'être retiré de la liste américaine des organisations terroristes, c'est-à-dire d'être reconnu par les Etats-Unis.

Ferguson, USA

Un épisode de la guerre entre les classes

Le 9 août à Ferguson, une petite ville de la banlieue de Saint Louis, un policier tuait de 6 balles Michael Brown, un jeune noir désarmé levant les mains en l'air qui avait eu le tort de ne pas répondre à son injonction de marcher sur le trottoir. Le cadavre de Michael Brown fut laissé plusieurs heures dans la rue, comme celui d'un chien, sans même que ses parents puissent s'en approcher.



L'indignation devant ce crime fut général parmi la population et de violentes manifestations se succédèrent pendant une dizaine de jours. Les autorités locales y répondirent par le déploiement de policiers lourdement armés, par l'imposition d'un couvre-feu et même l'envoi de la Garde Nationale – un corps militaire composé de réservistes – comme lors des émeutes des années soixante; les prêtres locaux ou nationaux (Jesse Jackson...), les «peacekeepers» volontaires (membres du clergé, responsables communautaires, etc., collaborant avec la police) et le nouveau chef, noir, de celle-ci (qui s'était joint à une manifestation pacifiste de commémoration organisée par les églises) n'avaient en effet pas réussi à calmer la population. La police de Ferguson et les peacekeepers (qui approuvèrent le couvre-feu) accusèrent des «éléments criminels» étrangers d'être responsables des émeutes: réaction classique en pareil cas, démentie par le fait que la centaine de manifestants arrêtés étaient dans leur écrasante majorité des habitants de la ville et de ses environs.

Des milliers de personnes assistèrent aux funérailles de Michael Brown, à l'issue desquelles un parent de la victime appela les habitants à s'inscrire pour les prochaines élections de novembre (1), appel relayé par les peacekeepers et les démocrates locaux; il faut rappeler que le taux de participation électorale est très faible parmi la population noire et pauvre, alors que les prochaines élections seront décisives pour l'administration Obama.

Au cours des semaines suivantes, démocrates, prêtres des diverses religions et soi-disant «leaders communautaires» s'efforcèrent de calmer la colère persistante par des manifestations pacifistes et des actions de «désobéissance civile» (comme le ridicule «Moral Monday» – Lundi moral – à la mi-octobre). Mais la colère des jeunes et de la population éclata à nouveau, et il y eut des affrontements avec la police, le 22 octobre, lorsque des «fuites» du rapport officiel d'autopsie furent organisées pour tenter d'accréditer la version officielle du meurtre selon laquelle le policier aurait abattu Michael Brown en état de «légitime défense»!

L'ÉLECTION D'OBAMA N'A PAS FAIT DISPARAÎTRE LE RACISME

L'élection d'un président Démocrate noir n'a pas changé la situation sociale aux Etats-Unis ni fait disparaître le racisme qui en est la conséquence. Ferguson n'est pas ce qu'on appelle un ghetto, mais près du cinquième de la population, en grande partie prolétarienne, vit en dessous du seuil de pauvreté et les habitants y sont majoritairement noirs. Les bourgeois sont par contre majoritairement blancs, comme les politiciens locaux

et les policiers chargés de défendre l'ordre: pour eux les noirs font intégralement partie des «classes dangereuses», comme on appelait les prolétaires au dix-neuvième siècle. Ils sont donc particulièrement victimes des brutalités et de l'intimidation policières qui sont un élément important de la domination bourgeoise dans l'«Amérique libre».

Le drame de Ferguson n'est en effet pas un cas isolé qui aurait été causé par des policiers particulièrement brutaux et racistes (bien que, à la suite des événements, plusieurs policiers aient été suspendus pour des actes ou des propos racistes); selon les statistiques, un noir est tué par la police toutes les 28 heures aux Etats-Unis (2). Les victimes de la police ne sont pas toutes des noirs (42,1% sont des blancs, 31,8% des noirs, 19,7% des hispaniques, etc.) (3), même si ces derniers sont proportionnellement les plus nombreux; mais elles sont majoritairement des prolétaires. La plupart du temps, les policiers ne sont pas condamnés pour leurs crimes, ou quant ils le sont, leurs peines sont en général légères: cela démontre que les brutalités policières sont un élément normal du maintien de l'ordre bourgeois aux Etats-Unis et de la «Justice» qui le fait respecter. Les Etats-Unis sont le pays où le taux de détention est le plus élevé au monde (730 prisonniers pour cent mille habitants) (4) et un homme noir sur dix âgé de trente ans ou plus est allé au moins une fois dans sa vie en prison. Ce taux d'emprisonnement a augmenté fortement depuis les années soixante-dix (il a quasiment décuplé depuis cette date, en passant de 240 000 en 1972 à presque 2,3 millions en 2014) et il continuerait à s'accroître (5), en même temps que se durcit continuellement le régime interne des prisons. Le budget consacré à la construction de prisons est depuis des années devenu plus important que le budget consacré aux logements sociaux, au point qu'on a pu écrire que la construction des prisons est devenue le principal programme de logement social du pays! (6).

La presse a jeté la lumière sur le harcèlement policier à Ferguson; il se manifeste entre autres par une avalanche d'amendes dont sont frappés les plus pauvres (en 2013 24500 contraventions pour 21000 habitants), dont le non paiement peut mener directement à la prison. C'est une pratique couramment utilisée par les municipalités de la région pour trouver de l'argent (7) qui correspond parfaitement aux principes de fonctionnement du capitalisme: extorquer le maximum d'argent aux prolétaires!

LA MILITARISATION DE LA POLICE EST LE RÉFLET DE L'AGGRAVATION DES TENSIONS SOCIALES

A l'occasion des événements de Ferguson,

les bonnes âmes démocrates se sont à nouveau émues de la militarisation des forces de police et de «l'usage excessif de la force» par celle-ci. Après les émeutes des Watts, une unité SWAT (Special Weapons and Tactics) de la police avait été créée en 1968 à Los Angeles; dès l'année suivante elle fut engagée dans un combat meurtrier contre un groupe des Black Panthers. Depuis les années 80 ces unités policières spéciales de guerre civile se sont lentement répandues, mais le mouvement s'est accéléré après les attentats de 2001. Il en existe aujourd'hui dans 80% des villes de plus de 25000 habitants et elles sont déployées plus de 50.000 fois par an (contre 3000 en 1980), à 80% pour des opérations de police banales. Rien qu'en 2011 plus de 500 agences de police ont été dotées d'un véhicule blindé comme celui mis en oeuvre à Ferguson. Le rapport de l'ACLU (American Civil Liberties Union) sur «la militarisation excessive (sic!) de la police» se lamente que «la militarisation de la police américaine est manifeste tant dans l'entraînement reçu par les officiers de police qui les encourage à adopter une mentalité de «guerrier» et à considérer la population qu'ils sont censés servir comme des ennemis, que dans l'équipement qu'ils utilisent tels que des béliers, des grenades étourdissantes et des véhicules blindés. Ce changement de culture a été soutenu par la Cour suprême des Etats-Unis (...)» (8).

Nous ne pensons absolument pas qu'il y ait eu un «changement de culture» dans la police américaine; contrairement à ce que croient ou veulent faire croire les démocrates, le rôle fondamental de la police, aux Etats-Unis comme partout, n'est pas de servir ou de protéger la population, mais de servir et de protéger un ordre politique, économique et social bien précis – le capitalisme. Et d'ailleurs la militarisation de la police n'est pas un phénomène spécifique aux Etats-Unis!

Certes à certains moments, à certaines époques et dans certains pays, la police présente un visage plus «humain», elle s'affirme «proche de la population» (comme par exemple le traditionnel «bobby» londonien non armé), mais c'est toujours pour jouer le même rôle et servir les mêmes intérêts bourgeois. La domination de la classe bourgeoise et du mode de production capitaliste repose sur la violence, y compris quand cette violence est à l'«état potentiel», c'est-à-dire quand elle n'apparaît pas alors ouvertement (sinon dans des «faits divers») mais s'exprime dans la loi avec tout l'appareil juridique et policier nécessaire pour la faire respecter.

La «culture» policière varie en fonction de la gravité des tensions sociales: nous avons vu que les premières unités SWAT ont été créées après la série d'émeutes des années soixante dans les quartiers noirs. Les réformes entreprises alors, dans une période de prospérité économique, pour éliminer les formes les plus intolérables et les plus archaïques de la ségrégation raciale et pour créer une middle class noire, ont sans conteste fait baisser la tension; mais elles n'ont pu faire disparaître le racisme qui est historiquement lié au développement du capitalisme américain, et encore moins faire disparaître les inégalités sociales engendrées par le capitalisme. Celles-ci n'ont cessé de se creuser depuis les années Reagan, et le phénomène s'est accéléré depuis la dernière crise. Les bourgeois, qui en sont bien conscients, ont utilisé le prétexte de la «guerre contre le terrorisme» pour mettre en place des mesures de **guerre contre les prolétaires**.

D'après l'OCDE, les Etats-Unis sont, juste après le Chili, le pays où les inégalités sont les plus fortes! (9). Selon l'économiste Thomas Piketty «l'inégalité des revenus aux Etats-Unis est probablement plus grande que dans toute autre société à n'importe quel moment de l'histoire et n'importe où dans le monde» (10). Le taux de pauvreté est le plus élevé des pays capitalistes les plus développés (17,1% contre 11% en

Allemagne, 8,3% en Grande-Bretagne, 7,1% en France, etc.); et s'il y a en chiffres absolus plus de pauvres blancs, les noirs sont proportionnellement plus nombreux (11). Les salaires réels des 20% des travailleurs les moins bien payés sont aujourd'hui inférieurs à ce qu'ils étaient en 1973 (12), et l'écart de revenu moyen entre blancs et noirs (proportionnellement plus nombreux par mi les travailleurs mal payés) qui s'était un peu réduit au fil des années, est redevenu proche de ce qu'il était il y a 50 ans (13). Le taux de chômage des noirs est nettement supérieur à celui des blancs: 12,2% contre 5,6% en juillet de cette année. A Ferguson, où le nombre de pauvres a doublé dans la ville depuis une dizaine d'années et où les travailleurs ayant encore un emploi auraient vu leurs revenus baisser d'un tiers depuis l'éclatement de la crise de 2007, il est de 26% (14).

Les démocrates de tout poil se lamentent que l'usage «excessif» de la force par la police creuse le fossé entre celle-ci et la population; ils proposent diverses mesures pour que la police soit effectivement au service et sous le contrôle des citoyens, tout en appelant les manifestants à obéir à cette police meurtrière et en s'efforçant de détourner la colère des masses et des jeunes vers l'impasse électorale: ils ne font que servir le capitalisme dont la police est l'instrument. Mais à Ferguson ils n'ont pas pu empêcher les manifestations et les affrontements avec la police. Parlant de ces gens, un jeune manifestant a déclaré à un journaliste: «Ils sont descendus ici avec leur: 'Oh, soyons pacifiques. Prions, marchons, votons.' Mais nous avons diablement besoin de nous révolter, jusqu'à ce que nous obtenions ce que nous voulons. De leur mettre la pression jusqu'à ce que nous obtenions ce que nous voulons. Nous avons besoin d'être prêts à mourir pour ça. (...) Combattre jusqu'à la mort parce qu'ils sont de toute façon en train de nous tuer (...). Vous pouvez voter pour qui vous voulez, il n'y aura pas de travail (...). Peu importe pour qui vous votez, le système ne changera pas. C'est le système lui-même qu'il faut changer» (15).

Les tragiques événements de Ferguson sont un épisode dans la **guerre de classe** permanente que la classe dominante mène contre les prolétaires et les masses exploitées, aux Etats Unis comme partout. Les jeunes de la ville ont donné l'exemple qu'il était possible d'y répondre par la révolte; ils ont transformé du coup de qui aurait pu rester un tragique fait divers dans une banlieue reculée, en un événement politique national. C'est la démonstration que les bourgeois craignent que l'inexorable aggravation des tensions sociales transforme peu à peu les Etats-Unis en un baril de poudre. Les jeunes manifestants de Ferguson ont compris que la voie de la résignation, des protestations pacifiques et des élections ne mène à rien. Ce sont les faits qui le démontrent et qui démontrent la nécessité de la révolte.

Ce sont les faits qui démontreront aussi la nécessité de l'organisation de cette classe et du parti révolutionnaire pour organiser et diriger la lutte pour changer le système. Lorsque les prolétaires en seront convaincus, alors ce ne sera plus l'heure des émeutes, des révoltes isolées, mais celle de la **révolution** qui sonnera. Nous n'en sommes pas encore là, mais c'est cette perspective qu'indique Ferguson.

(1) A la suite de cet appel, la presse annonça que plus de 3000 nouveaux électeurs s'étaient inscrits en un mois sur les listes électorales. Mais le chiffre réel se révéla être de seulement... 123! Les sirènes démocratiques n'ont pas réussi à convaincre la population prolétarienne de Ferguson que la solution à ses problèmes se trouve dans les urnes et que les Démocrates d'Obama sont leurs amis.

(2) cf «Operation Ghetto Storm», www.mxgm.org. Les auteurs de ce rapport affirment que le chiffre réel est probablement d'un mort toutes les 24 heures, car ils n'ont pu avoir la confirmation de dizaines d'autres cas de meurtres policiers.

(3) cf http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/visuel/2014/08/21/ferguson-produit-d-une-longue-histoire-de-brutalites-policieres_4474169_4355770.html

(4) cf <http://www.hrw.org/fr/world-report-2010/tats-unis>

(5) L'augmentation du nombre de personnes emprisonnées est la conséquence de l'aggravation continue de la législation. En 1995, selon une nouvelle loi passée en Californie («Three Strike Law»), Leandro Andrade a été condamné à 50 ans de prison pour vol de 9 video-cassettes; on pourrait multiplier ces exemples révoltants, y compris pour des condamnations à des peines incompressibles de prison à vie (dont le nombre a été multiplié par 4 en vingt ans et qui concernent à 80% des noirs). Ce genre de jugements n'a rien à voir avec les principes classiques de la «justice», selon lesquels la peine doit être proportionnée au délit; il s'agit purement et simplement de **terroriser** la population pauvre dans le cadre de la «guerre contre le crime», qui fait en réalité partie de la guerre des classes.

L'augmentation de l'emprisonnement est une source de profits pour une série d'entreprises spécialisées dans la construction et la gestion de prisons privées, etc. (au point qu'il y a eu un cas où des juges corrompus ont été grassement payés par ces sociétés pour envoyer le maximum de gens en prison!), mais elle coûte cher aux finances publiques. C'est pourquoi dans plusieurs Etats des décisions de justice ont récemment imposé une diminution du nombre de personnes emprisonnées, ce qui a provoqué une légère baisse du taux d'incarcération en 2013; mais ces décisions sont peu respectées ou ont été rejetées par la Cour suprême, comme en Californie. Voir: <http://www.bjs.gov/content/pub/pdf/jim13st.pdf>

(6) cf http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/arss_0335-5322_1998_num_124_1_3261

(7) cf «Coupables d'être pauvres», *Le Monde*, 8/10/2014. Après les événements de Ferguson le tribunal municipal de St Louis a décidé le 1/10 de supprimer 220.000 mandats d'arrêt pour des infractions au code de la route...

(8) «*War comes home. The Excessive Militarization of American Policing*», ACLU, 1/06/2014. www.aclu.org/sites/default/files/assets/jus14-warcomeshome-report-web-rel1.pdf

(9) Selon le «coefficient de Gini» (l'indice le plus utilisé pour mesurer les inégalités), parmi les 31 pays appartenant à l'OCDE. cf <http://www.pewresearch.org/fact-tank/2013/12/19/global-inequality-how-the-u-s-compares/>

(10) <http://scalar.usc.edu/works/growing-apart-a-political-history-of-american-inequality/index>

(11) Le taux de pauvreté est plus grand que dans les années 70 et si l'écart s'est réduit, il reste 2 fois plus élevé chez les noirs que chez les blancs. En particulier pour les enfants, ce taux de pauvreté plus élevé est dû à la faiblesse des transferts sociaux et autres mesures sociales aux Etats-Unis. Si l'on ne prend pas en compte ces mesures relevant de l'«Etat providence», le taux de pauvreté est semblable à celui des autres pays. cf <http://www.ssc.wisc.edu/~wright/ContemporaryAmericanSociety/Chapter%2012%20-%20Persistent%20poverty%20-%20Norton%20August.pdf>

(12) <http://scalar.usc.edu/works/growing-apart-a-political-history-of-american-inequality/index>

(13) Le revenu moyen d'un foyer noir était en 2011 59% du revenu moyen d'un foyer blanc, contre 55% en 1967, cet écart s'étant creusé depuis la dernière récession. cf <http://www.pewsocialtrends.org/2013/08/22/kings-dream-remains-an-elusive-goal-many-americans-see-racial-disparities/4/#chapter-3-demographic-economic-data-by-race>

(14) <http://fortune.com/2014/08/15/ferguson-income-inequality/>

(15) <http://www.truth-out.org/news/item/26043-between-the-peacekeepers-and-the-protesters-in-ferguson>. La mère d'un jeune tué de 21 balles l'année dernière par la police de St Louis alors qu'il avait les mains en l'air regrettait qu'il n'y ait pas eu d'émeutes à la suite de ce meurtre: toutes les protestations avaient été pacifiques et ordonnées – et n'avaient abouti à rien.

Une victoire du trotskisme municipal à Seattle

A la fin de l'année 2013, la candidate de Socialist Alternative (SALT) a remporté, à la majorité absolue, un des neuf sièges du conseil municipal de Seattle, contre un candidat particulièrement réactionnaire du Parti Démocrate. Ville portuaire de la côte est américaine de 600.000 habitants, qui possède de nombreuses industries, et dont le principal employeur est Boeing, Seattle est un bastion du parti Démocrate. SALT est une organisation trotskiste, membre du Comité pour une Internationale Ouvrière. Les différentes sections du CIO se sont enthousiasmées pour cette victoire électorale (1).

CRÉTINISME ÉLECTORAL CONTRE LUTTE DES CLASSES

SALT a mené une campagne électorale très active autour de trois axes: la revendication d'un salaire minimum de 15\$ de l'heure, «*le droit de disposer d'un logement abordable et d'un contrôle des loyers*» et «*l'instauration*

d'une taxe sur les millionnaires pour financer le transport en commun et l'enseignement». C'est la revendication salariale qui a été au cœur de la campagne (2).

La revendication d'une hausse du salaire minimum aux Etats-Unis, bloqué à 7,25 \$ depuis 2007, a été mise au premier plan par des grèves des employés des Fast food et de la grande distribution; elle a été reprise par le président Obama qui projetait de porter progressivement le salaire minimum à 10,10 \$ et par le Parti Démocrate dont il fait partie. Les candidats démocrates à la mairie de Seattle (il n'y avait pas de candidats républicains), ont également mis cette promesse dans leurs plate-formes électorales (3). Les maires et conseils municipaux démocrates de San Francisco, de Chicago et de Los Angeles soutiennent également ce type de mesure (4).

Si l'augmentation du salaire minimum est combattue par certaines grandes entreprises comme Wall-Mart qui en 2013 avait

obtenu de la marie de Washington qu'elle renonce à son décret municipal fixant un salaire minimum de 12,50 \$ pour les grandes entreprises, elle est soutenue par certains milieux capitalistes au nom de la bonne marche des affaires. Une augmentation du salaire minimum est sans conteste une avancée pour les travailleurs payés à ce tarif, mais il faut cependant savoir qu'ils ne représentent que 5% environ des salariés. D'autre part une augmentation de ce salaire minimum peut également être bénéfique pour les capitalistes. Un salaire minimum permet de fidéliser la main d'œuvre (en évitant ainsi les coûts liés à la formation et au recrutement) et d'améliorer la productivité. C'est en tout cas ce qui fait dire au patron de la chaîne d'habillement Gap qu'une augmentation de salaire «*sera directement bénéfique à l'entreprise, et nous nous*

(Suite en page 8)

Activisme (2)

Battaglia Comunista n°7 (13e année, 4-17 avril 1952)

(Suite de la page 1)

ne veulent plus vivre comme par le passé» (Lénine, *La Maladie infantile...*), c'est-à-dire quand la classe dirigeante n'arrive plus à faire fonctionner son appareil d'oppression et de répression, et que la majorité des travailleurs a «parfaitement compris la nécessité de la révolution» (Lénine, *ibidem*). Mais cette conscience des travailleurs ne peut s'exprimer que dans le parti de classe, qui est en définitive le facteur déterminant de la transformation de la crise bourgeoise en bouleversement révolutionnaire de toute la société. Il est nécessaire qu'existe un organe de pensée et d'action révolutionnaire collective qui entraîne et éclaire la volonté subversive des masses pour que la société sorte du marasme dans lequel elle est plongée, ce que la classe dominante est incapable de faire parce qu'elle est incapable de découvrir les formes nouvelles aptes à libérer les forces productives et à les diriger vers de nouveaux développements. Le «ne plus vouloir vivre comme par le passé» des masses, c'est-à-dire leur volonté de lutte, leur désir d'agir contre l'ennemi de classe, présupposent la cristallisation, **parmi l'avant-garde prolétarienne appelée à jouer le rôle de guide des masses révolutionnaires**, d'une solide théorie révolutionnaire. Dans le parti, **la conscience précède l'action, à la différence ce qui se passe dans les masses et chez les individus**.

Mais si nous affirmons ces positions ni nouvelles, ni renouvelées, serait-ce parce que nous voudrions remplacer le parti révolutionnaire par un cénacle de penseurs, de théoriciens observateurs de la réalité sociale? Absolument pas. Au point 7 de la partie IV des Bases pour l'organisation de 1952, il est écrit: «*bien que peu nombreux et n'ayant que peu de liens avec la masse du prolétariat, et bien que toujours jalousement attaché à sa tâche théorique comme une tâche de premier plan, le parti refuse absolument d'être considéré comme un cercle de penseurs ou de simples chercheurs en quête de vérités nouvelles, ou qui auraient perdu la vérité d'hier en la considérant comme insuffisante...*». Difficile d'être plus clair!

La transformation de la crise bourgeoise en guerre de classe et en révolution présuppose la désagrégation matérielle de l'assise sociale et politique du capitalisme; mais ceci n'est possible, **même potentiellement**, que si la majorité des travailleurs est gagnée ou influencée par la théorie révolutionnaire incarnée dans le parti, théorie qui ne s'improvise pas sur les barricades. Cette théorie se formerait-elle alors dans le silence des cabinets de travail de chercheurs coupés des masses? Il est facile de répondre à cette stupide accusation lancée par les enrégés de

l'activisme. Le travail infatigable et assidu de défense du patrimoine théorique et critique du mouvement, l'effort quotidien pour immuniser le mouvement ouvrier contre les poisons du révisionnisme, l'explication systématique à la lumière du marxisme des formes les plus récentes d'organisation de la production capitaliste, la réfutation des tentatives de l'opportunisme pour faire passer ces «innovations» pour des mesures anticapitalistes, etc., tout cela c'est une **lutte**, une lutte contre l'ennemi de classe, une lutte pour éduquer l'avant-garde révolutionnaire et, si on veut, une lutte active quoique non activiste.

Alors que tout le gigantesque appareil de propagande bourgeois est occupé du matin au soir, non pas tant – notons-le – à réfuter les thèses révolutionnaires, qu'à démontrer qu'il est possible d'arriver aux revendications socialistes en suivant une voie opposée à celle de Marx et de Lénine, et que non seulement des partis politiques, mais des gouvernements constitués, jurent de gouverner, c'est-à-dire d'opprimer les masses, au nom du communisme, croit-on vraiment que le difficile et pénible travail de restauration critique de la théorie révolutionnaire ne soit qu'un travail purement théorique? Qui oserait dire que ce n'est pas aussi un travail politique, une lutte contre l'ennemi de classe? Seuls ceux qui sont possédés du démon de l'action activiste peuvent le prétendre. En oeuvrant dans sa presse, dans ses réunions, dans les discussions d'usine, à libérer la théorie révolutionnaire des déformations inouïes provoquées par les contaminations opportunistes, notre mouvement, si réduit en nombre qu'il soit, accomplit ainsi une tâche révolutionnaire, il travaille pour la révolution prolétarienne.

Il est absolument faux de dire que nous concevons la tâche du parti comme étant une «lutte d'idées». Le totalitarisme, le capitalisme d'Etat, la défaite de la révolution socialiste en Russie, ne sont pas des «idées» auxquelles nous opposerions les nôtres: ce sont des phénomènes historiques réels qui ont brisé les reins du mouvement ouvrier en le conduisant sur le terrain miné de la lutte de partisans antifascistes ou profascistes, de l'union nationale, du pacifisme, etc.

Ceux, même peu nombreux et se tenant à l'écart des clameurs de la «grande politique», qui mènent un travail d'interprétation marxiste de ces phénomènes réels et de la confirmation qu'ils apportent, **malgré eux**, aux prévisions marxistes (et il ne nous semble pas qu'une étude sérieuse de ces problèmes existe en dehors des exposés fondamentaux de notre revue *Prometeo*, comme en particulier l'étude sur Propriété et Capital) (3), ceux-là font assurément un travail

révolutionnaire, parce qu'ils fixent dès aujourd'hui l'itinéraire et le pont d'arrivée de la Révolution prolétarienne.

Pour devenir effective, la reprise du mouvement révolutionnaire n'a pas besoin de la crise du système capitaliste, en tant qu'**éventualité potentielle**: la crise du mode de production capitaliste est en acte; la bourgeoisie a déjà parcouru toutes les phases possibles de son cycle historique, le capitalisme d'Etat et l'impérialisme étant la limite extrême de son évolution. Mais les contradictions fondamentales de son système n'ont pas disparu, elles s'aggravent au contraire. Si la crise du capitalisme ne se transforme pas en crise révolutionnaire de la société, en guerre de classe révolutionnaire, si la contre-révolution reste triomphante bien que le chaos capitaliste augmente, c'est parce que le mouvement ouvrier est encore écrasé sous le poids des défaites subies depuis trente ans à cause des erreurs stratégiques commises par les partis communistes de la Troisième Internationale, erreurs qui ont conduit le prolétariat à faire siennes les armes de la contre-révolution. La reprise du mouvement révolutionnaire n'a pas encore eu lieu parce que la bourgeoisie, procédant à des réformes audacieuses dans l'organisation de la production et de l'Etat (capitalisme d'Etat, totalitarisme, etc...) et semant le doute et la confusion, a réduit en miettes, non pas les bases théoriques et critiques du marxisme qui restent intactes et inattaquables, mais la capacité des avant-gardes prolétariennes à les appliquer correctement à l'analyse de la phase bourgeoise actuelle.

Dans de telles circonstances de confusion théorique, le travail de restauration du marxisme contre les déformations opportunistes est-il un simple travail intellectuel? Non, **c'est une lutte active, effective et conséquente contre l'ennemi de classe**.

L'activisme fanfaron prétend faire tourner la roue de l'histoire avec des tours de valse réglés au son de la symphonie électorale. C'est une maladie infantile du communisme, mais qui prolifère aussi à foison dans les asiles de vieillards où végètent les... retraités du mouvement ouvrier. Qu'ils reposent en paix...

(1) La première partie de cet article d'Amadeo Bordiga a été publié sur le n° précédent du *Prolétaire*.

(2) Les «*Bases pour l'organisation (1952)*» ont servi de document de séparation avec le courant Daméniste. Elles ont été publiées ensuite, avec quelques modifications mineures de rédaction, comme «*Thèses caractéristiques du parti*». cf «*Défense de la continuité du programme communiste*», Textes du Parti Communiste International n°7.

(3) «*Propriété et Capital*» a été republié in extenso sur les n° 97 à 101 de *Programme Communiste* n°

Une victoire du trotskisme municipal à Seattle

(Suite de la page 7)

attendons à ce qu'elle nous rapporte bien plus qu'elle nous coûte» (5).

Mais pour les trotskistes, ce ne sont ni les luttes des travailleurs ni les besoins des capitalistes qui expliquent la décision de la municipalité démocrate de mettre en place un salaire horaire de 15\$ d'ici 2017 pour les salariés d'entreprises de plus de 500 salariés et 2021 pour les autres. Selon eux, c'est leur participation au cirque électoral qui a permis cela !

En toute modestie, SAlt écrit qu'«une seule élue socialiste authentique au conseil municipal de Seattle a été en mesure de construire un mouvement pour gagner les 15 \$ en moins d'un an» et que «c'est l'élection de la candidate de Socialist Alternative, Kshama Sawant, fin de l'année dernière qui a été décisive pour créer un véritable moment politique qui n'a su être brisé». (6)

Enfin, si le salaire minimum ne s'applique pas à toutes et tous, l'explication est que les syndicats ont été moins électoralistes que SAlt: «nous avons défendu de déposer un référendum pour les 15 \$. Si les grands syndicats avaient soutenu cette menace, les entreprises auraient pu être forcées à faire des concessions plus grandes encore». (6)

Avant l'élection, SAlt expliquait qu'il faut «une stratégie impliquant des manifestations massives, des actions de désobéissance civile, des grèves et des occupations [pour] protéger et améliorer nos conditions de vie au travers de la lutte» (7).

Maintenant qu'une «socialiste révolutionnaire» a un strapontin municipal, SAlt tombe le masque et son crétinisme électoral éclate au grand jour; elle pourrait adopter comme slogan: «Pas besoin de lutte de classe, pas besoin de grèves! Aux urnes, prolétaires!»

POPULISME DES 99% CONTRE MARXISME

SAlt se gargarise en présentant son élue comme une «socialiste révolutionnaire» qui représente «les démunis et les exclus, les pauvres et les opprimés» (8), mais qu'en est-il dans la réalité? Ils affirmaient mener une campagne électorale «radicale» et «de classe», en opposition aux politiciens du Parti Démocrate et leur politique pro-capitaliste. Laissons un hebdomadaire local alternatif, soutien habituel de ce parti, *The Stranger*, expliquer pourquoi il appelait à voter pour la candidate de SAlt: «En dépit de son étiquette "Alternative Socialiste", il n'y a rien de particulièrement radical dans l'agenda progressiste de Sawant» (9); c'est ce qui explique qu'elle avait également reçu le soutien

de quelques responsables Démocrates locaux affirmant que ses positions étaient bien plus proches de celles de la plateforme du Parti Démocrate que le bilan de son challenger (10).

Dans les faits ce courant est totalement étranger au marxisme.

Sa campagne a été axée autour de la prétendue opposition entre 99% de la population et une infime minorité de «super-riches» et Wall Street. (11). Ce n'est qu'une version américaine de la lutte contre les 200 familles et de «mon ennemi, c'est la finance» qui gomme toutes les frontières de classe et noie le prolétariat dans un vaste magma, le «peuple», les «99%».

C'est au nom de cet interclassisme, de la lutte contre les 1%, que SAlt propose seulement «un nouveau système basé sur la propriété publique et démocratique des 500 plus grandes entreprises» (10), ainsi que la «nationalisation du secteur bancaire sous contrôle des travailleurs» (13) pour «réparer toute l'économie»... capitaliste! (11).

Tout cela s'accompagne logiquement de lamentations au sujet des «petites entreprises [...] déjà coulées à cause de la pauvreté, des expropriations et de l'économie brisée basée sur la sur-accumulation de capital sans investissement alors que des familles de travailleurs souffrent» (ibidem).

Pour gauchir ce ragoût intégralement réformiste, nos trotskistes se font également les chantres de l'autogestion – c'est-à-dire l'auto-exploitation des prolétaires – en expliquant que «les travailleurs qualifiés et expérimentés aussi sont ici, nous continuerons à travailler, nous n'avons aucunement besoin des managers. Ce ne sont pas eux qui font tourner l'usine, ce sont les travailleurs. Ils peuvent partir, nous reprendrons l'entreprise sous propriété publique» (14).

Les nationalisations des banques et des grandes entreprises, c'est-à-dire le développement du capitalisme d'Etat, l'auto-exploitation des prolétaires et la défense des petites entreprises n'ont jamais fait le socialisme, bien au contraire: le socialisme commence par la disparition des entreprises et du marché, et son préalable est la conquête révolutionnaire du pouvoir et la destruction de l'Etat bourgeois.

Mais SAlt est bien loin de la lutte pour la conquête du pouvoir par le prolétariat. Elle reprend toutes les vieilles lunes réformistes qui ont montré depuis longtemps leur caractère antiprolétarien.

COMBINAISON ÉLECTORALE CONTRE PARTI DE CLASSE

SAlt prétend incarner «une politique indépendante de la classe ouvrière, basée sur

la défense de ses intérêts propres» (7). Elle entend construire «un nouveau parti large des travailleurs» (6) ou «un parti de masse de la classe des travailleurs». (12). En réalité, il y a peu de vernis socialiste à gratter pour voir ce que SAlt entend construire.

Elle veut en fait créer «un nouveau parti des 99%» (ibidem), qui représenterait donc à la fois les prolétaires mais également la petite-bourgeoisie et une partie de la bourgeoisie!

C'est pourquoi les pseudo-socialistes proposent «l'alliance en son sein de différentes tendances de gauche». Ces tendances «de gauche» ne sont rien de moins que les écologistes du Green Party (Les Verts) ou les «progressistes [sic] au sein du Parti Démocrate» (7). Rappelons que le Parti Démocrate est l'un des deux partis bourgeois qui se succèdent au gouvernement de l'impérialisme américain, les Démocrates utilisant leur réputation d'être un peu plus à gauche ainsi que l'appui des bureaucrates syndicaux, pour se présenter parfois en «amis des travailleurs», et pour glaner des voix parmi les couches prolétariennes notamment noires ou d'origine immigrée.

SAlt ne souhaite pas construire le parti de classe, mais plutôt une coalition Arc-en-ciel comme l'avaient fait par le passé des politiciens bourgeois démocrates comme le révérend Jesse Jackson. Les compères français de SAlt, la dite «Gauche Révolutionnaire», sont aussi des spécialistes des tactiques de construction du «parti large»: après avoir participé à la création du NPA, ils l'ont quitté lorsqu'il est entré en crise; aujourd'hui, ils zieutent vers le Front de Gauche pour créer une «opposition véritablement de gauche». Aux États-Unis comme en France, ce type de manoeuvres ne pourra aboutir – s'il réussit – qu'à construire un nouveau parti anticommuniste!

Seul le parti de classe est indispensable à la lutte du prolétariat contre le capitalisme, pour imposer sa dictature révolutionnaire et détruire de fond en comble la société bourgeoise.

* * *

Loin d'être un quelconque atout pour les prolétaires, la victoire de SAlt constitue une nouvelle diversion sur le chemin de la reprise de la lutte de classe. Combinant – comme les autres groupes d'«extrême» gauche – des prétentions à l'orthodoxie avec un lamentable alignement sur la social-démocratie et une démagogie interclassiste, le trotskisme du CIO est un adversaire des positions politiques prolétariennes. Il est indispensable de démasquer avec clarté et fermeté ces courants et de revendiquer contre eux la perspective invariante du communisme véritable.

(1) Les références citées dans l'article ont été publiées sur le site de la section belge du CIO, le PSL

(2) «Une socialiste révolutionnaire bientôt élue à Seattle?»

(3) «Succès retentissant pour une socialiste révolutionnaire à Seattle»

(4) «A SeaTac, l'heure de travail vaut désormais 15 dollars», *The Observer*, 22 février, repris dans *Courrier international*, 30 avril 2014

(5) «Les entreprises y trouvent aussi leur compte», *The New York Times*, 27 février, repris dans *Courrier international*, 30 avril 2014

(6) «Victoire pour les 15\$ à Seattle!»

(7) «Trois candidatures marxistes à Boston, Minneapolis et Seattle»

(8) «Kshama Sawant prête serment en tant qu'élue marxiste à Seattle»

(9) www.thestranger.com/seattle/the-stranger-election-control-board-endorsements/Content?oid=17269982. Journal gratuit diffusé à des dizaines de milliers d'exemplaires, *The Stranger* cible un public jeune, petit bourgeois, intelto et bobo.

(10) www.facebook.com/occupied-news-network/posts/576152705772446

(11) «Les campagnes électorales de Socialist Alternative ont remporté un grand

succès»

(12) «Grandes victoires électorales pour Socialist Alternative!»

(13) «Seattle. Kshama Sawant arrêtée suite à une action de protestation contre une saisie immobilière»

(14) «Succès retentissant pour une socialiste révolutionnaire à Seattle»

« el proletario »

Órgano del
partido comunista internacional
Nº 5 - Octubre de 2014

- Europa y las elecciones europeas ¡Enésimo engaño para disfrazar la brutal dictadura de la clase dominante burguesa! ¡Los proletarios de cada nación rechazan el engaño electoral y reconquistan el terreno de la lucha de clase, teniendo como perspectiva la revolución anti-capitalista, única vía en cada país para emanciparse de la vampiresca explotación burguesa!
- La monarquía de Felipe VI y la III República sólo son formas de gobierno de la clase burguesa y por lo tanto de explotación y miseria para el proletariado
- A la muerte de Santiago Carrillo (y III).
- Podemos. Un reformismo en busca de dos autores
- Miles de inmigrantes llegan a las costas españolas. ¡El capitalismo europeo sólo ofrece represión y miseria a estos esclavos modernos!
- UKRANIA: contra el nacionalismo por la unidad de clase. ¡La fuerza prima sobre el dertecho! La caída de Yanukovich no solucionará los problemas de las masas proletarias.
- Orientación práctica de acción sindical (I)

Precio del ejemplar: Europa : 1,5 €, 3 FS ; América latina: US \$ 1,5; USA y Cdn: US \$ 2.

Notre site Internet :
www.pcint.org
Adresse e-mail :
leproletaire@pcint.org

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Quatrième liste 2014
Aix: 260,00 / Eric: 8,50 / Jean-Pierre: 8,00 /
Paris: 900,00 / Philippe: 30,50 /
Victor: 20,00
Total liste: 1219,00
Total général: 5661,50

Points de contact:

Aix-en-Provence, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

CORRESPONDANCE:

Pour la France : Programme, B.P. 57428, 69347 Lyon Cedex 07
Pour la Suisse : Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens
Pour l'Italie : Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981. Versements: timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. Abonnement au «prolétaire»: 7,5 € / 30 FS / £ 10. Abonnement de soutien: 15 € / 60 FS / £ 20. «programme communiste» (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. Abonnement: le prix de 4 numéros. Abonnement de soutien: 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. «il comunista», le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. Abonnement: 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. Abonnement de soutien: 27 € / 70 FS / £ 27. «el programa comunista», le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / América latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. Prix de soutien, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / América latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. Imprimé par nos soins.

Non à l'expulsion du militant iranien Saïd Niroumand!

Saïd Niroumand est un jeune iranien sous le coup d'une menace d'expulsion, sa demande d'asile ayant été rejetée: l'OF-PRA (administration qui délivre le statut de réfugié politique), a estimé que son activité politique n'est pas prouvée.

Saïd avait pourtant été obligé de fuir son pays en 2009 afin d'échapper à un mandat d'arrêt pour «injures en vers les valeurs sacrées», en fait pour son militantisme contre le régime. Il doit comparaître à la mi-novembre devant la Cour Nationale du Droit d'Asile qui va statuer sur le recours qu'il a introduit contre la décision de l'OF-PRA; la plupart du temps, la CNDA rejette les recours. Saïd est aujourd'hui étudiant en Histoire à l'université de Lyon; un comité de soutien a été constitué sur la fac qui appelle à un rassemblement à Paris devant les bureaux de la CNDA le jour de l'audience.

Au delà du cas individuel de Saïd, cette affaire est l'illustration de l'attitude avec laquelle le gouvernement actuel, en parfaite continuité avec les gouvernements de droite précédents, traite la question des réfugiés: grands discours hypocrites sur les Droits de

l'Homme et la protection des peuples et refus obstiné de les traduire dans les faits.

Une nouvelle démonstration en a été faite avec les réfugiés syriens (pour ne pas parler des réfugiés de Calais). Le gouvernement français se veut en pointe pour pousser à la chute de Bachar El Assad, et, l'été dernier, pour effectuer des bombardements en Syrie, au nom de la défense des populations de ce pays.

En juin 2013, le HCR (Haut Commissariat aux Réfugiés, un organisation onusienne) demandait aux 21 pays européens qui avaient signé avec lui un programme de réinstallation, d'accueillir 30 000 réfugiés syriens; en septembre le gouvernement français répondait qu'il acceptait d'en accueillir... 500 (contre 10 000 en Allemagne)! En juin 2014, seuls 80 avaient finalement été autorisés à venir en France! Alors que selon le HCR plus de 2 millions de Syriens ont fui leur pays à destination, pour 97% d'entre eux, des pays voisins, s'entassant dans des pays pauvres comme la Jordanie ou le Liban...
Canailerie bourgeoise!